

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 932

7 mai 2011

SOMMAIRE

Bedminster (Luxembourg) S.à r.l.	44693	CEREP Investment Z S.à r.l.	44735
Belinda S.A.	44720	CEREP Uranus S.à r.l.	44691
Boson Management	44720	Certaldo S.A.	44721
Brëllengalerie by Lunetterie	44720	CF Fukoku Luxembourg S.A.	44721
Brondi Finanziaria S.A.	44690	C.I.C.L. Société de Conseils S.A.	44691
BTB Consult S.à r.l.	44690	C'line Promotion	44690
BTB Consult S.à r.l.	44690	Codeis Securities SA	44691
BTB Consult S.à r.l.	44690	Colmore Plaza JV S.à r.l.	44691
Capernaum Finance S.A.	44692	Comptoir Produits Automobiles S.A.	44727
CERE II B Co-Invest Finance S.à r.l.	44692	Coparrinal S.A.	44728
CERE II B Co-Invest S.à r.l.	44693	Cormorant Shipping S.à r.l.	44692
CERE II Coinvest Finance S.à r.l.	44720	Co-Ventures S.A.	44727
CERE II F Co-invest Finance S.à r.l.	44720	Crema Holdings Sàrl	44692
Cerep Ares GP S.à.r.l.	44721	De Beers	44729
CEREP Investment Birmingham S.à r.l. ..	44691	Diversified European Credit S.A.	44735
CEREP Investment Brahms S.à.r.l.	44728	Finmeccanica Finance S.A.	44735
CEREP Investment Bristol S.à.r.l.	44728	GPO Advisory (Lux) S.à r.l.	44727
CEREP Investment Ex Libri S.à.r.l.	44729	MGPO Advisory Sàrl	44727
CEREP Investment H S.à r.l.	44734	Nemrut G.m.b.H.	44736
CEREP Investment Oxford S.à r.l.	44727	Pine Harbour S.à r.l.	44693
CEREP Investment U S.à r.l.	44728	RE Family Healthcare S.à r.l.	44729
CEREP Investment Wefora S.à r.l.	44728	Supreme Holding Co. S.A.	44721
CEREP Investment X S.à r.l.	44735		

Brondi Finanziaria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 49.927.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 21 mars 2011 que, Monsieur Michel Schaeffer, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, a été nommé commissaire aux comptes, pour terminer le mandat de Monsieur Pierre Schmit, démissionnaire.

Luxembourg, le 21 mars 2011.

Pour extrait conforme

Pour le conseil d'administration

Signature

Référence de publication: 2011043197/15.

(110048786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

BTB Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 150.362.

Der Jahresabschluss vom 14.02.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011043199/9.

(110049260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

BTB Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 150.362.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011043200/9.

(110049261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

BTB Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 150.362.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2009 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011043201/9.

(110049262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

C'line Promotion, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1336 Luxembourg, 27, rue des Cigales.

R.C.S. Luxembourg B 151.989.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Un mandataire

Référence de publication: 2011043204/11.

(110048988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

C.I.C.L. Société de Conseils S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 60.771.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011043203/10.

(110048647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Investment Birmingham S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.155,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.267.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043205/11.

(110048814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Uranus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.269.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043206/11.

(110048808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Colmore Plaza JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.155,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 121.599.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043208/11.

(110048810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Codeis Securities SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 136.823.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011043207/10.

(110049210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Cormorant Shipping S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 143.271.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Cormorant Shipping S.à r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2011043209/12.

(110048905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Crema Holdings Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 139.898.

Les comptes annuels de la société au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2011043210/12.

(110049123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Capernaum Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 108.269.

Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires tenue en date du 15 mars 2011

L'assemblée approuve la démission de Monsieur Daniel ADAM de son poste d'administrateur de catégorie A de la Société avec effet au 18 octobre 2010.

L'assemblée décide de nommer Monsieur Ronald CHAMIELEC, né le 22 novembre 1971 à Mont-Saint-Martin, France, résidant professionnellement au 67, rue Ermesinde L-1469 Luxembourg, au poste d'administrateur de catégorie A avec effet immédiat.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013.

*Pour extrait sincère et conforme**Pour la Société*

Référence de publication: 2011043211/16.

(110048906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CERE II B Co-Invest Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.155,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 122.282.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043214/11.

(110049060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CERE II B Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.155,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 122.262.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043215/11.

(110048819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Bedminster (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 770.905.290,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 86.971.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 17 mars 2011

L'associé unique prend acte de la démission de Mlle Jane EGAN, demeurant à 11, McCrorie Place, GB – PA10 2BF Kilbarchan, Renfrewshire, de ses fonctions de gérante de la Société, avec effet au 14 février 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011043189/12.

(110048836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Pine Harbour S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 79.200.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 152.756.

In the year two thousand and ten, on the twenty-first day of December, before Me Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Pine Harbour S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 152.756 (the Company). The Company migrated its registered office from the Cayman Islands to the Grand Duchy of Luxembourg and its place of effective management, seat of central administration and seat of central management and control from the United Kingdom to the Grand Duchy of Luxembourg on 31 March 2010 pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, which deed has been published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 1220 of 10 June 2010. The articles of association of the Company (the Articles) were last amended on 29 June 2010 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 1795 of 2 September 2010.

There appears:

1. Bank of America, N.A., a national banking association organized under the federal laws of the United States of America, owner of all the 1,180,000 class A ordinary shares of the Company having a nominal value of GBP 1 each;

hereby represented by Christophe Balthazard, attorney at law, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

2. Westquay Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 152.789, owner of all the 1,110,000 class B ordinary shares of the Company having a nominal value of GBP 1 each,

hereby represented by Christophe Balthazard, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The parties referred to under items 1. and 2. above are collectively referred to as the Shareholders.

The powers of attorney from the Shareholders, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the Shareholders and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxyholder of the Shareholders request the undersigned notary to record the following:

I. the Shareholders hold collectively all the 1,180,000 class A ordinary shares and all the 1,110,000 class B ordinary shares having a nominal value of GBP 1 each in the share capital of the Company amounting to GBP 2,290,000;

II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;

2. Creation of class C preferred shares of the Company (the C Shares) and class D preferred shares of the Company (the D Shares) and subsequent conversion of 1,100,000 existing class A ordinary shares of the Company (the A Shares) into 1,100,000 D Shares;

3. Increase of the share capital of the Company by GBP 4,000,000 (four million Great Britain pounds), by way of creation and issue of 2,000,000 (two million) C Shares and 2,000,000 (two million) D Shares, each with a nominal value of GBP 1 (one Great Britain pound);

4. Subscription to and payment of the share capital increase specified under item 3. above by Bank of America, N.A. by way of a contribution in cash, each newly issued share having a subscription price of GBP 1,000 (one thousand Great Britain pounds);

5. Repayment to Bank of America, N.A. of part of the share premium attached to the A Shares in an amount of GBP 990 (nine hundred and ninety Great Britain pounds) per A Share for an aggregate amount of GBP 79,200,000 (seventy nine million two hundred thousand Great Britain pounds);

6. Increase of the share capital of the Company by GBP 7,920,000 (seven million nine hundred and twenty thousand Great Britain pounds), by way of creation and issue of 7,920,000 (seven million nine hundred and twenty thousand) new A Shares, each with a nominal value of GBP 1 (one Great Britain pound);

7. Subscription to and payment of the share capital increase specified under item 6. above by Bank of America, N.A., by setting-off the amount of share premium to be repaid to Bank of America, N.A. under item 5. above against the subscription price of GBP 10 (ten Great Britain pounds) per new A Share;

8. Complete restatement of the articles of association of the Company (the Articles) it being understood that as part of such restatement the corporate purpose of the Company shall be amended to read in its revised version as follows:

" **Art. 2. Corporate object.** The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate object or which may favour its development and do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

The Company shall not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered in the Grand Duchy of Luxembourg as a regulated activity of the financial sector."

9. Acknowledgement of interim accounts of the Company and approval of the allocation of profit carried forward to the legal reserve of the Company to bring the legal reserve of the Company up to GBP 1,421,000 (one million four hundred and twenty-one thousand Great Britain pounds);

10. Amendment to the register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, under her/his sole signature, in the name and on behalf of the Company to the update of the register of the Company; and

11. Miscellaneous.

III. after deliberation the Meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The entire share capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders consider themselves as duly convened and declare having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to create the C Shares and the D Shares, each with a nominal value of GBP 1 (one Great Britain pound), with the terms of the Class C Shares and the Class D Shares being set forth in the restated Articles in the eighth resolution below.

The Meeting resolves subsequently to convert 1,100,000 existing A Shares currently held by Bank of America, N.A. into 1,100,000 D Shares.

Third resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by GBP 4,000,000 (four million Great Britain pounds) in order to bring it from its current amount of GBP 2,290,000 (two million two hundred and ninety thousand Great Britain pounds) represented by 80,000 A Shares, 1,110,000 class B ordinary Shares (the B Shares), 0 C Shares and 1,100,000 D Shares, having a nominal value of GBP 1 (one Great Britain pound) each to an amount of GBP 6,290,000 (six million two hundred and ninety thousand Great Britain pounds) by the creation and issue of 2,000,000 (two million) C Shares and 2,000,000 (two million) D Shares, each with a nominal value of GBP 1 (one Great Britain pound).

Fourth resolution

The Meeting resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the 2,000,000 (two million) newly issued C Shares and the 2,000,000 (two million) newly issued D Shares as follows:

Subscriptions - Payment

Bank of America, N.A., represented as stated above, declares to:

(i) subscribe to the 2,000,000 (two million) newly issued C Shares and to the 2,000,000 (two million) newly issued D Shares, each having a nominal value of GBP 1 (one Great Britain pound) for a subscription price of GBP 1,000 (one thousand Great Britain pounds) each;

(ii) pay up in full the newly issued C Shares and newly issued D Shares way of a contribution in cash in the aggregate amount of GBP 4,000,000,000 (four billion Great Britain pounds) (the Cash Contribution).

The Cash Contribution is allocated as follows:

(i) an amount of GBP 4,000,000 (four million Great Britain pounds) is allocated to the nominal share capital account of the Company; and

(ii) the balance of GBP 3,996,000,000 (three billion nine hundred and ninety-six million Great Britain pounds) is allocated to the share premium account of the Company.

Evidence of the payment of the Cash Contribution has been given by means of a blocking certificate confirming the availability of the amount of the Cash Contribution on the Company's bank account.

Fifth resolution

The Meeting resolves to repay to Bank of America, N.A. part of the share premium attached to the A Shares in an amount of GBP 990 (nine hundred ninety Great Britain pounds) per A Share for an aggregate amount of GBP 79,200,000 (seventy nine million two hundred thousand Great Britain pounds). As a result of such resolution, the Meeting acknowledges that Bank of America, N.A. currently holds a receivable against the Company in the amount of GBP 79,200,000 (seventy nine million two hundred thousand Great Britain pounds) (the BANA Receivable).

Sixth resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by GBP 7,920,000 (seven million nine hundred and twenty thousand Great Britain pounds) in order to bring it from its current amount of GBP 6,290,000 (six million two hundred and ninety thousand Great Britain pounds) represented by 80,000 A Shares, 1,110,000 B Shares, 2,000,000 C Shares and 3,100,000 D Shares, each having a nominal value of GBP 1 (one Great Britain pound) to an amount of GBP 14,210,000 (fourteen million two hundred and ten thousand Great Britain pounds) by the creation and issue of 7,920,000 (seven million nine hundred and twenty thousand) A Shares, each having a nominal value of GBP 1 (one Great Britain pounds).

Seventh resolution

The Meeting resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the 7,920,000 (seven million nine hundred and twenty thousand) newly issued A Shares as follows:

Subscriptions - Payment

Bank of America, N.A., represented as stated above, declares to:

- (i) subscribe to all the 7,920,000 (seven million nine hundred and twenty thousand) newly issued A Shares each having a nominal value of GBP 1 (one Great Britain pound) for a subscription price of GBP 10 (ten Great Britain pounds) each;
- (ii) pay up in full the newly issued A Shares by setting-off the BANA Receivable against the subscription price of GBP 10 (ten Great Britain pounds) per newly issued A Share (the Contribution).

The Contribution is to be allocated as follows:

- (i) an amount of GBP 7,920,000 (seven million nine hundred and twenty thousand Great Britain pounds) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company; and
- (ii) the balance of GBP 71,280,000 (seventy one million two hundred and eighty thousand Great Britain pounds) is to be allocated to the share premium account of the Company.

Eighth resolution

The Meeting resolves to fully restate the Articles, so that the Articles shall henceforth read as follows:

" **1. Name.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Pine Harbour S.à r.l." (the Company).

2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

2.2 The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

2.3 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

2.4 The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate object or which may favour its development and do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

2.6 The Company shall not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered in the Grand Duchy of Luxembourg as a regulated activity of the financial sector.

3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg-City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company.

4.3 The Company may have offices and branches, both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad, but not in the United Kingdom (the UK).

5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is fixed at GBP 14,210,000 (fourteen million two hundred ten thousand pounds), represented by 14,210,000 (fourteen million two hundred ten thousand) shares, having a nominal value of GBP 1 (one pound) each, divided into:

- (a) 8,000,000 class A ordinary shares (the A Shares, and each an A Share);
- (b) 1,110,000 class B ordinary shares (the B Shares, and each a B Share);
- (c) 2,000,000 class C preferred shares (the C Shares, and each a C Share); and

(d) 3,100,000 class D preferred shares (the D Shares, and each a D Share).

The A Shares, the B Shares, the C Shares and the D Shares are together hereinafter referred to as the Shares and each as a Share.

5.2 The Shares bear the same rights and obligations, save as provided otherwise in these articles of association (the Articles).

5.3 GBP 9 (nine pounds) of share premium was paid by the relevant shareholder in relation to each A Share. GBP 999 (nine hundred ninety-nine pounds) of share premium was paid by the relevant shareholder in relation to each B Share, C Share and D Share. Share premium shall not remain attached to the Shares in relation to which such premium was paid.

5.4 Any amount paid as share premium will be booked in a share premium account. The share premium account will be considered as a distributable and available reserve (including for the purposes of any dividend distribution, Share cancellation or Share redemption in accordance with the Articles).

5.5 The Company shall maintain a register of the shareholders (the Register) at its registered office. The Register shall specify the bank account(s) to which payments to the relevant shareholder under or in respect of the Shares it holds shall be made by the Company and, in the event that multiple accounts are designated for a particular shareholder, shall specify which payments shall be made to which accounts (provided that the Company may (but, for the avoidance of doubt, it is not obliged to) agree in writing with any shareholder to make particular payments to a different account). A shareholder must give at least 30 Business Days notice to the Company to amend any bank account specified in the Register or to amend the bank account to which a particular payment is specified to be paid.

6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting of shareholders, in accordance with article 14.3 of the Articles.

7. Indivisible shares. The Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

8. Transfer of shares.

8.1 Where the Company has only one shareholder, the Shares are freely transferable.

8.2 Where the Company has more than one shareholder any transfer of Shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of shareholders who represent at least three-quarters of the outstanding number of Shares.

8.3 The authorisation mentioned in article 8.2 of the Articles is not required for a transfer of Shares among shareholders.

8.4 The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Law) will apply to any transfer of Shares.

9. Cancellation of shares (and Subsequent reduction of the share capital).

9.1 General provisions

Notwithstanding any other provision of the Articles, the general meeting of the shareholders shall proceed to the cancellation of Shares (and to the subsequent reduction of the share capital) on the terms and conditions set out below.

9.2 Mandatory cancellation of the C Shares

(a) Unless all of the C Shares have been previously cancelled pursuant to article 9.3 of the Articles or redeemed pursuant to article 9.8 of the Articles, the C Shares shall be cancelled (in whole but not in part) on 21 December 2015 (adjusted in accordance with article 9.9 of the Articles) (the Mandatory C Share Cancellation Date) by a decision of the general meeting of the shareholders in accordance with article 14.3 of the Articles.

(b) Notwithstanding article 18.2 of the Articles, on the Mandatory C Share Cancellation Date, subject to the valid cancellation of the C Shares, the holder of the C Shares shall be entitled to receive in respect of each C Share:

(i) immediately prior to the cancellation of that C Share, the C Share Cancellation Dividend; and

(ii) upon cancellation of that C Share, the nominal value of that C Share,

provided however that if on the Mandatory C Share Cancellation Date the Company does not have sufficient distributable or available reserves and profits for payment of both the aggregate C Share Cancellation Dividend and the aggregate D Share Cancellation Dividend in full (as if the D Shares were to be cancelled on the Mandatory C Share Cancellation Date), then the C Shares shall be cancelled (in whole but not in part) and, subject to the valid cancellation of the C Shares, the holder of the C Shares shall be entitled to receive in respect of each C Share:

(i) immediately prior to the cancellation of that C Share, the Reduced C Share Cancellation Dividend; and

(ii) upon cancellation of that C Share, the nominal value of that C Share.

(c) For the purposes of the mandatory cancellation of the C Shares, the board of managers shall convene the general meeting of the shareholders in accordance with article 13 of the Articles.

(d) Subject to the conditions set out in the Companies Law and in compliance with the provisions of article 18.5 of the Articles, the board of managers shall pay the aggregate C Share Preferred Dividend to the holder of the C Shares

which are to be cancelled in accordance with this article 9.2 on the Mandatory C Share Cancellation Date immediately prior to the payment of the aggregate C Share Cancellation Dividend (or the aggregate Reduced C Share Cancellation Dividend as the case may be).

9.3 Early cancellation of the C Shares

(a) The board of managers (or the holder of C Shares, as applicable) may send to the holder of C Shares (or to the board of managers, as applicable) a notice (the C Share Cancellation Notice) proposing or requesting the cancellation of the C Shares on a date prior to the Mandatory C Share Cancellation Date, at the address indicated in the Register (or at the registered office of the Company, as applicable). Any C Share Cancellation Notice delivered pursuant to this article 9.3 shall be delivered no later than 2:00 p.m. (London time) on the date that is 1 (one) Business Day prior to the date on which the cancellation of the C Shares is requested to take place (adjusted in accordance with article 9.9 of the Articles) (the C Share Early Cancellation Date) and shall indicate whether the board of managers (or the holder of C Shares, as applicable) wishes for the aggregate C Share Cancellation Price to be reimbursed in kind pursuant to article 9.4 of the Articles. Upon sending or receipt of the C Share Cancellation Notice in accordance with the foregoing, the board of managers shall convene the general meeting of the shareholders in accordance with article 13 of the Articles. If more than one C Share Cancellation Notice has been delivered by the board of managers and/or the holder of C Shares at any time, the C Share Cancellation Notice that contains the earliest requested C Share Early Cancellation Date (assuming that it is delivered in accordance with this article 9.3(a)) shall prevail over and supersede the terms of any other C Share Cancellation Notice. A C Share Cancellation Notice may not be revoked unless two C Share Cancellation Notices have been delivered specifying the same C Share Early Cancellation Date, one of which requests settlement in kind pursuant to article 9.4 and one of which does not request settlement in kind, in which case either or both such C Share Cancellation Notices may be revoked at any time up to 6:00 p.m. (London time) on the date that is 1 (one) Business Day prior to the C Share Early Cancellation Date.

(b) In accordance with the foregoing, the C Shares shall be cancelled (in whole and not in part) by a decision of the general meeting of the shareholders in accordance with article 14.3 of the Articles and the holder of the C Shares shall be entitled, subject to the valid cancellation of the C Shares, to receive the aggregate C Share Cancellation Price, provided however that if on the C Share Early Cancellation Date the Company does not have sufficient distributable or available reserves and profits for payment of all the C Share Cancellation Dividends and the D Share Cancellation Dividends in full (as if the D Shares were to be cancelled on the C Share Early Cancellation Date), then the C Shares shall be cancelled (in whole but not in part) and the holder of the C Shares shall only be entitled (subject to the valid cancellation of the C Shares) to receive the aggregate Reduced C Share Cancellation Price.

(c) Notwithstanding article 9.3(b) of the Articles, if there is a request that the cancellation of the C Shares occurs before the First Anniversary Date (as defined below):

(i) the C Shares shall be cancelled in two stages as follows:

(A) cancellation of 1,998,000 C Shares only shall occur on the C Share Early Cancellation Date; and

(B) cancellation of the remaining 2,000 C Shares shall occur on the First Anniversary Date; and

(ii) the holder of the C Shares shall be entitled to receive:

(A) on the C Share Early Cancellation Date, subject to the valid cancellation of 1,998,000 C Shares, an amount equal to the aggregate C Share Cancellation Price or, as the case may be, the aggregate Reduced C Share Cancellation Price (as then applicable) for 1,998,000 C Shares; and

(B) on the First Anniversary Date, subject to the valid cancellation of 2,000 C Shares, an amount equal to the aggregate C Share Cancellation Price or, as the case may be, the aggregate Reduced C Share Cancellation Price (as then applicable) for the remaining 2,000 C Shares.

(d) Subject to the conditions set out in the Companies Law and in compliance with the provisions of article 18.5 of the Articles, the board of managers shall pay the aggregate C Share Preferred Dividend to the holder of the outstanding C Shares which are to be cancelled in accordance with this article 9.3 on the C Share Early Cancellation Date immediately prior to the payment of the aggregate C Share Cancellation Dividend (or the aggregate Reduced C Share Cancellation Dividend as the case may be) and also (if applicable) on the First Anniversary Date immediately prior to the payment of the aggregate C Share Cancellation Dividend (or the aggregate Reduced C Share Cancellation Dividend as the case may be) for the remaining 2,000 C Shares.

(e) References to the First Anniversary Date in the Articles are references to the first anniversary of the first transfer of all of the C Shares to a new shareholder, as indicated in the Register (adjusted in accordance with article 9.9 of the Articles and provided that, if that date (as so adjusted) would fall less than 6 Business Days prior to 31 December in any year), the First Anniversary Date will be the first Business Day in the following calendar year. Any reference to a cancellation of the C Shares (whether or not reimbursement is in kind) or a payment of a C Share Preferred Dividend or a D Share Preferred Dividend on the First Anniversary Date shall only be relevant and applicable if a C Share Early Cancellation Date occurs before the First Anniversary Date such that, for the avoidance of doubt, if no C Share Early Cancellation Date has occurred before such first anniversary, all references to a requirement to proceed to a cancellation of the C Shares (whether or not reimbursement is in kind) or pay a C Share Preferred Dividend or a D Share Preferred Dividend on the First Anniversary Date in the Articles shall be inapplicable. If the C Share Early Cancellation Date occurs before

the First Anniversary Date, the board of managers shall convene a general meeting of the shareholders in accordance with article 13 of the Articles to complete the cancellation of the C Shares on the First Anniversary Date.

9.4 Settlement in kind of the C Shares and issuance of the C Issuer Note

(a) The board of managers (or the holder of C Shares, as applicable) may request, in a C Share Cancellation Notice, that the Company pay the aggregate C Share Cancellation Price in kind under the form of a note issued by the Company (a C Issuer Note). If such election is made, and (i) sufficient distributable or available reserves and profits are available such that a cash cancellation would result in payment of the full aggregate C Share Cancellation Price pursuant to article 9.3 of the Articles; and (ii) no C Share Cancellation Notice specifying the same C Share Early Cancellation Date but not specifying settlement in kind has been delivered in accordance with article 9.3 of the Articles, subject to the valid cancellation of the C Shares, the holder of the C Shares shall be entitled to be issued the C Issuer Note with a principal amount equal to the aggregate C Share Cancellation Price.

(b) For the avoidance of doubt, if such election is made and the C Share Early Cancellation Date is before the First Anniversary Date, the holder of the C Shares shall be entitled to be issued:

(i) a C Issuer Note with a principal amount equal to the aggregate C Share Cancellation Price for the 1,998,000 C Shares on the C Share Early Cancellation Date; and

(ii) a C Issuer Note with a principal amount equal to the aggregate C Share Cancellation Price for the remaining 2,000 C Shares on the First Anniversary Date,

provided however that:

(A) if the C Issuer Note issued prior to the First Anniversary Date has been redeemed prior to the First Anniversary Date, the Company shall pay the aggregate C Share Cancellation Price (or the aggregate Reduced C Share Cancellation Price as applicable) for the remaining 2,000 C Shares in cash on the First Anniversary Date; and

(B) if, on the First Anniversary Date, the Company does not have sufficient distributable or available reserves and profits for payment of all the C Share Cancellation Dividends for the remaining 2,000 C Shares and the D Share Cancellation Dividends in full, on the First Anniversary Date, the Company shall pay the aggregate C Share Cancellation Price (or the aggregate Reduced C Share Cancellation Price as applicable) for the remaining 2,000 C Shares in cash.

9.5 Mandatory cancellation of the D Shares

(a) Subject to article 9.6 of the Articles, provided that no C Shares remain in issue, the D Shares shall be cancelled (in whole but not in part) on 31 December 2015 (adjusted in accordance with article 9.9 of the Articles) (the Mandatory D Share Cancellation Date) by a decision of the general meeting of the shareholders in accordance with article 14.3 of the Articles.

(b) Notwithstanding article 18.2 of the Articles, on the Mandatory D Share Cancellation Date, subject to the valid cancellation of the D Shares, the holder of the D Shares shall be entitled to receive in respect of each D Share:

(i) immediately prior to the cancellation of the D Shares, the D Share Cancellation Dividend; and

(ii) upon cancellation of the D Shares, the nominal value of that D Share,

provided however that if on the Mandatory D Share Cancellation Date the Company does not have sufficient distributable or available reserves and profits for payment of the aggregate D Share Cancellation Dividend in full, then the D Shares shall be cancelled (in whole but not in part) and, subject to the valid cancellation of the D Shares, the holder of the D Shares shall be entitled to receive in respect of each D Share:

(A) immediately prior to the cancellation of the D Share, the Reduced D Share Cancellation Dividend; and

(B) upon cancellation of the D Shares, the nominal value of that D Share.

(c) For the purposes of the mandatory cancellation of the D Shares, the board of managers shall convene the general meeting of the shareholders in accordance with article 13 of the Articles.

(d) Subject to the conditions set out in the Companies Law and in compliance with the provisions of article 18.5 of the Articles, the board of managers shall pay the aggregate D Share Preferred Dividend to the holder of the D Shares which are to be cancelled in accordance with this article 9.5 on the Mandatory D Share Cancellation Date immediately prior to the payment of the aggregate D Share Cancellation Dividend (or of the aggregate Reduced D Share Cancellation Dividend as the case may be).

9.6 Early cancellation of the D Shares

(a) Prior to the Mandatory D Share Cancellation Date, at any time at which no C Shares remain in issue, the board of managers (or the holder of D Shares, as applicable) may send a notice (the D Share Cancellation Notice) proposing or requesting the cancellation of the D Shares to the holder of D Shares, at the address indicated in the Register (or to the board of managers, as applicable, at the registered office of the Company). Any D Share Cancellation Notice delivered pursuant to this article 9.6 shall be delivered no later than 2:00 p.m. (London time) on the date that is 1 (one) Business Day prior to the date on which the cancellation of the D Shares is requested to take place (which shall be a Business Day) (the D Share Early Cancellation Date) and shall indicate whether the board of managers (or the holder of D Shares, as applicable) wishes for the D Share Cancellation Price to be reimbursed in kind pursuant to article 9.7 of the Articles. Upon sending or receipt of the D Share Cancellation Notice in accordance with the foregoing, the board of managers shall convene the general meeting of the shareholders in accordance with article 13 of the Articles.

(b) In accordance with the foregoing, the D Shares shall be cancelled (in whole and not in part) by a decision of the general meeting of the shareholders in accordance with article 14.3 of the Articles and the holder of the D Shares shall be entitled, subject to the valid cancellation of the D Shares, to receive the aggregate D Share Cancellation Price, provided however that if on the D Share Early Cancellation Date, the Company does not have sufficient distributable or available reserves and profits for payment of the aggregate D Share Cancellation Dividend in full, then the D Shares shall be cancelled (in whole but not in part) and the holder of the D Shares shall be entitled (subject to the valid cancellation of the D Shares), to receive the aggregate Reduced D Share Cancellation Price.

(c) Subject to the conditions set out in the Companies Law and in compliance with the provisions of article 18.5 of the Articles, the board of managers shall pay the aggregate D Share Preferred Dividend to the holder of the outstanding D Shares which are to be cancelled in accordance with this article 9.6 on the D Share Early Cancellation Date.

9.7 Settlement in kind of the D Shares and issuance of the D Issuer Note

The board of managers (or the holder of D Shares, as applicable) may request, in its D Share Cancellation Notice, that the Company pay the aggregate D Share Cancellation Price in kind under the form of a note issued by the Company (a D Issuer Note). If such election is made, and sufficient distributable or available reserves and profits are available such that a cash cancellation would result in payment of the full aggregate D Share Cancellation Price pursuant to article 9.6 of the Articles, subject to the valid cancellation of the D Shares, the holder of the D Shares shall be entitled to be issued the D Issuer Note with a principal amount equal to the aggregate D Share Cancellation Price.

9.8 Additional cancellation procedures

If for any reason a general meeting of the shareholders fails to effect a cancellation as required by articles 9.2, 9.3, 9.5 and/or 9.6 of the Articles, the following provisions shall apply:

(a) any election of settlement in kind pursuant to article 9.4 or 9.7 of the Articles shall be automatically revoked and of no further effect;

(b) on the Business Day following the date on which such cancellation was scheduled to occur had the general meeting been convened and the appropriate resolution passed, the aggregate C Share Cancellation Dividend, the aggregate Reduced C Share Cancellation Dividend, the aggregate D Share Cancellation Dividend and/or the aggregate Reduced D Share Cancellation Dividend (as appropriate) that would have been paid in connection with such cancellation shall be paid to the holder of the Shares that were scheduled to be cancelled (the date on which such payment is made in full, a Cancellation Distribution Date); and

(c) on the second Business Day following the date on which such cancellation was scheduled to occur had the general meeting been convened and the appropriate resolution passed, the Shares that were scheduled to be cancelled shall be mandatorily redeemed at a price equal to GBP 1 per share (for the avoidance of doubt, for the purposes of this article 9.8, the two cancellations required in the event of a C Share Early Cancellation Date occurring prior to the First Anniversary Date shall be treated as two separate cancellations under the Articles, each of which may result in the application of the provisions of this article 9.8).

9.9 Business Day Convention

If the Mandatory C Share Cancellation Date or Mandatory D Share Cancellation Date would otherwise fall on a non-Business Day, such date shall be adjusted using the Modified Following Business Day Convention. If the First Anniversary Date, C Share Early Cancellation Date or the D Share Early Cancellation Date would otherwise fall on a non-Business Day, such date shall be adjusted using the Following Business Day Convention.

10. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or Bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

11. Management.

11.1 The Company is managed by a board of managers composed of five managers divided into one or more class A manager(s) (the Class A managers, each a Class A manager) and one or more class B manager(s) (the Class B managers, each a Class B manager). The Class B managers shall either be Luxembourg residents or professionally residing in the Grand Duchy of Luxembourg. No manager shall be resident in the UK for UK tax purposes.

11.2 The managers need not be shareholders.

11.3 The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders representing more than half of the outstanding number of Shares of the Company. The general meeting of shareholders shall also determine the term of the mandates of the managers, their remuneration (if any) and their quality as either a Class A manager or a Class B manager.

11.4 The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace any one of the managers.

11.5 Any shareholder holding 2,000 (two thousand) Shares or more of the Company is entitled to appoint one representative to attend (or not) as an observer only at each meeting of the board of managers by sending a notice containing the details of such observer to the Company. The observer shall have no right to participate in the deliberations at the meeting of the board of managers nor any right to vote on any items put on the agenda of the said meeting. Each so appointed observer shall be notified of each meeting of the board of managers in the same manner as the board members.

11.6 The right of a shareholder holding 2,000 (two thousand) Shares or more of the Company to appoint an observer as per the foregoing includes the right to remove this observer and the provisions of this article 11 shall apply equally to the replacement of the observer.

11.7 All meetings of the board of managers shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg. The quorum necessary for the transaction of the business of any meeting of the board of managers shall be one Class A manager and one Class B manager.

11.8 Subject to article 15 of the Articles, resolutions of the board of managers shall be passed with the approval of a majority of the managers present or represented at the meeting and only if at least one Class A manager and one Class B manager vote in favour of the resolutions.

11.9 The Company shall be legally bound by the joint signatures of at least one Class A manager and one Class B manager. However, the Company may also be legally bound for specific tasks by the sole signature of any person who has been authorised by the board of managers but no such person shall be resident in the UK for UK tax purposes and no signature shall be given by any such person whilst in the UK.

11.10 In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects, provided the terms of this article 11 have been complied with.

11.11 All powers not expressly reserved by law or the Articles to the general meeting of shareholders fall within the powers of the board of managers.

11.12 A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting, for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed.

11.13 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to all managers and observer(s) appointed in accordance with this article 11, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 72 (seventy two) hours in advance of the hour set for such meeting, except (i) in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the written notice convening the emergency meeting provided to all managers and observer(s) and (ii) in the case of a meeting convened solely for the purpose of declaring a dividend pursuant to article 18.5(c). Every written notice convening a meeting of the board of managers must include the place, the date and the agenda of the business to be transacted at the meeting. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. The meeting must be held on the date and at the place set forth in the written notice and is permitted to transact only such business as is set forth on the agenda, unless prior notice and the convening formalities are waived or the agenda is expanded, in each case by agreement of all the managers (and any appointed observer(s)), either at such meeting or in writing (whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature is affixed).

11.14 A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his/her proxy. Subject to the majority of the managers participating in the meeting of the board of managers being present or represented in the Grand Duchy of Luxembourg a manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by at least one Class A manager and one Class B manager. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting. No manager shall participate in a meeting of the board of managers (whether by telephone, video conference or otherwise) whilst in the UK.

11.15 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing, provided it is signed by all the managers and notified to any appointed observer(s) at least 72 (seventy two) hours in advance, with each appointed observer (if any) being entitled to waive such prior notice in its respect. In such a case the minutes shall consist of one or several documents setting forth the resolutions and signed by each manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. Written resolutions may be transmitted by post, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means. No written resolutions may be signed by any manager whilst in the UK.

12. Liability of the managers. The managers assume, by reason of his or their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him or them in the name and on behalf of the Company.

13. General meetings of the shareholders.

13.1 An annual general meeting of the shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, which shall be sent by the board of managers to each shareholder at least 24 (twenty four) hours in advance.

13.2 Other general meetings of the shareholders may be held at such place (outside of the UK) and time as may be specified in the respective notices of meeting, which shall be sent by any manager to each shareholder at least 24 (twenty four) hours in advance.

13.3 As long as the Company has no more than 5 (five) shareholders, resolutions of shareholders can be passed in writing by all the shareholders instead of being passed at general meetings. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission and such letters, telefaxes or e-mail transmissions by shareholders may be sent from the UK).

14. Shareholders' Voting rights, Quorum and Majority.

14.1 The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

14.2 In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in the general meeting regardless of the number of Shares which it owns. Each shareholder has voting rights commensurate with the number of Shares it holds. Resolutions of shareholders are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders representing more than half of the outstanding number of Shares of the Company.

14.3 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the outstanding number of Shares of the Company. In addition, resolutions to alter the Articles that materially prejudice the rights attaching to a specific class of Shares shall, in addition to the majority requirements set out in the preceding sentence, be subject to the consent of the majority in number of the holders of such Shares owning at least three quarters of the outstanding number of such class of Shares.

14.4 The nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Law.

15. Shareholders' reserved matters. [deliberately left blank]

16. Financial year. The Company's financial year starts on January 1st and ends on December 31st of each year (the Financial Year).

17. Financial statements.

17.1 Each year, the Company's annual accounts shall be established and the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

17.2 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

18. Appropriation of profits, Reserves.

18.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and other expenses represent the net profit. An amount equal to 5% (five per cent) of the net profit of the Company is allocated to a statutory reserve (the Legal Reserve), until the Legal Reserve amounts to 10% (ten per cent) of the Company's nominal share capital.

18.2 Without prejudice to articles 9.2 to 9.8 of the Articles, the balance of the net profit (after the allocation to the Legal Reserve) plus the amount of any distributable or available reserve (the Distributable Profit), if any, shall be distributed, on the basis of the determination by the board of managers, to the shareholder(s), as follows:

(a) the Company shall in accordance with article 18.5 on a *pari passu* basis pay to the holders of C Shares and D Shares, the aggregate C Share Preferred Dividend and the aggregate D Share Preferred Dividend respectively;

(b) provided that (i) the Company has paid all of the aggregate C Share Preferred Dividend and all of the aggregate D Share Preferred Dividend up to and including the most recent Preferred Dividend Payment Date and (ii) the Company has sufficient distributable or available reserves and profits for payment of the contemplated dividend on the B Shares, the aggregate accrued and unpaid C Share Preferred Dividend, and the aggregate accrued and unpaid D Share Preferred Dividend in full (each as calculated on the proposed B Share dividend date), the Company may pay to the holders of B Shares for each Quarterly Period an amount per B Share not in excess of the Maximum B Share Dividend; and

(c) provided that (i) the Company has paid all of the aggregate C Share Preferred Dividend and all of the aggregate D Share Preferred Dividend and (ii) the Company has paid the aggregate Maximum B Share Dividend for the current Quarterly Period, the Company may pay to the holders of A Shares the remainder of the Distributable Profit (if any), each A Share entitling to the same proportion in such distributions. For the purpose of this determination, if a dividend is to be paid on a Quarterly End Date, the "current Quarterly Period" shall be the Quarterly Period ending on such Quarterly End Date.

18.3 The C Share Dividend Rate shall be reset to 4.49 per cent per annum at the option of the holder of the C Shares upon the delivery of a dividend reset notice validly sent in accordance with the provisions of this article 18 (the Dividend Reset Notice). Following delivery of a valid Dividend Reset Notice, the C Share Dividend Rate shall be reset with effect on and from the date specified for that purpose in the Dividend Reset Notice (the Dividend Rate Reset Date).

18.4 A Dividend Reset Notice shall be sent to the board of managers at the registered office of the Company and shall specify the proposed Dividend Rate Reset Date (which shall be a date no earlier than 10 Business Days after the date of the Dividend Reset Notice).

18.5 A cumulative dividend shall accrue daily on each C Share and D Share in an amount equal to, for each day, the product of (i) the Share Price for such Share on such day, (ii) the then-applicable C Share Dividend Rate or D Share Dividend Rate, as appropriate, and (iii) 1/365. Such dividends shall be paid in arrear by the board of managers (or the

general meeting of the shareholders) to the holders of C Shares and D Shares on each Quarterly End Date provided, however, that:

(a) such dividends accrued in respect of the C Shares shall also be paid on the Mandatory C Share Cancellation Date, the C Share Early Cancellation Date, the D Share Early Cancellation Date and (if applicable) the First Anniversary Date;

(b) such dividends accrued in respect of the D Shares shall also be paid on the Mandatory C Share Cancellation Date, the C Share Early Cancellation Date, the D Share Early Cancellation Date the First Anniversary Date (if applicable) and the Mandatory D Share Cancellation Date; and

(c) the board of managers (or the general meeting of shareholders) may resolve to pay the accrued and unpaid dividends on the C Shares and D Shares as of any other date on such date.

18.6 Where:

(a) the dividend accrued in respect of a C Share pursuant to article 18.5 (or any part thereof) is not paid on or prior to the first Preferred Dividend Payment Date following such accrual for any reason whatsoever (such dividend (or part thereof) being the C Share Unpaid Amount with respect to such C Share), the Company shall pay to the holder of such C Share, in addition to such C Share Unpaid Amount, an enhanced dividend which shall accrue daily in an amount equal to, for each day, the product of (i) the C Share Unpaid Amount, (ii) the sum of 3 month LIBOR and 3 per cent. per annum, and (iii) 1/365, for the period from the relevant Preferred Dividend Payment Date until such C Share Unpaid Amount and such enhanced dividend are paid in full; or

(b) the dividend accrued in respect of a D Share pursuant to article 18.5 (or any part thereof) is not paid on or prior to the first Preferred Dividend Payment Date following such accrual for any reason whatsoever (such dividend (or part thereof) being the D Share Unpaid Amount with respect to such D Share), the Company shall pay to the holder of such D Share, in addition to such D Share Unpaid Amount, an enhanced dividend which shall accrue daily in an amount equal to, for each day, the product of (i) the D Share Unpaid Amount, (ii) the sum of 3 month LIBOR and 3 per cent. per annum, and (iii) 1/365, for the period from the relevant Preferred Dividend Payment Date until such D Share Unpaid Amount and such enhanced dividend are paid in full,

provided that, to the extent enhanced dividends are due on both the C Shares and the D Shares, any such enhanced dividends shall be paid to the holder of C Shares and the holders of the D Shares (as appropriate) at the same time on a pari passu basis per share in accordance with article 18.2(a) of the Articles.

18.7 Subject to the conditions as set out in the Companies Law, the Maximum B Share Dividend for any period from (and including) one Quarterly End Date to (but excluding) the following Quarterly End Date (a Quarterly Period) shall be an amount per share equal to the product of (i) GBP 1,000, (ii) the B Share Dividend Rate, (iii) 109.06791%, (iv) the number of days in the relevant Quarterly Period, and (v) 1/365. In respect of each Quarterly Period, an amount not in excess of the Maximum B Share Dividend may be paid by the board of managers (or the general meeting of the shareholders) to the holders of B Shares during the relevant Quarterly Period and/or on the Quarterly End Date with respect to that Quarterly Period. The board of managers (or the general meeting of the shareholders) may, during the relevant Quarterly Period and/or on the Quarterly End Date with respect to that period, pay multiple dividends to the holders of B Shares provided that the total amount paid per B Share with respect to such period does not exceed the Maximum B Share Dividend for such period.

18.8 Subject to the conditions as set out in the Companies Law and in compliance with the foregoing provisions, the board of managers may decide to pay interim dividends out of the distributable or available reserves and profits of the Company as determined by the board of managers on the basis of relevant interim accounts.

19. Liquidation. At the time of liquidation of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholder(s) or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine his (their) powers and remuneration. After payment of all the debts and liabilities of the Company, the liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders as follows:

(a) first, to the holders of C Shares and D Shares on a pari passu basis per share, up to the Share Price per share;

(b) secondly, to the holders of B Shares up to GBP 1,000 per share;

(c) thirdly, to the holders of A Shares up to GBP 10 per share;

(d) fourthly, to the holders of C Shares and D Shares on a pari passu basis per share, up to an amount equal to the amount of any C Share Preferred Dividend or D Share Preferred Dividend (irrespective of whether any such dividend has been declared) which the holders of the C Shares and the D Shares, as the case may be, would have been entitled to had such C Share Preferred Dividend or such D Share Preferred Dividend been declared;

(e) fifthly, to the holders of B Shares up to the amount of the portion of the then-current Maximum B Share Dividend relating to the period from the last Quarterly End Date to the date of distribution (minus any amounts previously paid with respect to such Maximum B Share Dividend); and

(f) finally, to the holders of A Shares.

20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Law, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg law dated 19 December 2002 on

the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply. The general meeting of shareholders may, however, decide on a voluntary basis to appoint an external auditor.

21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

22. Definitions. For the purpose of the Articles:

A Shares has the meaning given to such term in article 5.1(a) of the Articles; Articles has the meaning given to such term in article 5.2 of the Articles;

B Share Dividend Rate means for a Quarterly Period, 3 month LIBOR (as determined on the first day of such Quarterly Period), provided that the B Share Dividend Rate for the initial Quarterly Period (ending with the first Quarterly End Date to occur following 21 December 2010) shall be 0.73225 per cent per annum;

B Shares has the meaning given to such term in article 5.1(b) of the Articles;

Business Day means a day (other than a Saturday or a Sunday) on which banks are generally open for business in Luxembourg, London and New York;

C Issuer Note has the meaning given to such term in article 9.4 of the Articles;

C Share Cancellation Dividend, in respect of a C Share, means a dividend in an amount equal to GBP 999;

C Share Cancellation Notice has the meaning given to such term in article 9.3(a) of the Articles;

C Share Cancellation Price, in respect of a C Share, means the nominal value of that C Share together with the C Share Cancellation Dividend;

C Share Dividend Rate means 4.13742 per cent per annum (or such other rate per annum as may be determined and may become applicable in accordance with articles 18.3 and 18.4 of the Articles);

C Share Early Cancellation Date has the meaning given to such term in article 9.3(a) of the Articles;

C Share Preferred Dividend means, in respect of each C Share, the accrued but unpaid dividend determined in accordance with article 18.5 of the Articles together with any accrued but unpaid enhanced dividends determined with respect to such C Share in accordance with article 18.6(a) of the Articles;

C Share Unpaid Amount, with respect to a C Share, has the meaning given to such term in article 18.6(a) of the Articles;

C Shares has the meaning given to such term in article 5.1(c) of the Articles;

Cancellation Distribution Date has the meaning given to such term in article 9.8(b) of the Articles;

Class A managers has the meaning given to such term in article 11.1 of the Articles;

Class B managers has the meaning given to such term in article 11.1 of the Articles;

Companies Law has the meaning given to such term in article 8.4 of the Articles;

Company has the meaning given to such term in article 1 of the Articles;

D Issuer Note has the meaning given to such term in article 9.7 of the Articles;

D Share Cancellation Dividend, in respect of a D Share, means a dividend in an amount of GBP 999;

D Share Cancellation Notice has the meaning given to such term in article 9.6(a) of the Articles;

D Share Cancellation Price, in respect of a D Share, means the nominal value of that D Share together with the D Share Cancellation Dividend;

D Share Dividend Rate means 4.49 per cent per annum;

D Share Early Cancellation Date has the meaning given to such term in article 9.6(a) of the Articles;

D Share Preferred Dividend means, in respect of each D Share, the accrued but unpaid dividend determined in accordance with article 18.5 of the Articles together with any accrued but unpaid enhanced dividend determined with respect to such D Share in accordance with article 18.6(b) of the Articles;

D Share Unpaid Amount, with respect to a D Share, has the meaning given to such term in article 18.6(b) of the Articles;

D Shares has the meaning given to such term in article 5.1(d) of the Articles; Distributable Profit has the meaning given to such term in article 18.2 of the Articles;

Dividend Rate Reset Date has the meaning given to such term in article 18.3 of the Articles;

Dividend Reset Notice has the meaning given to such term in article 18.3 of the Articles;

Financial Year has the meaning given to such term in article 16 of the Articles;

First Anniversary Date has the meaning given to such term in article 9.3(e) of the Articles;

Following Business Day Convention means that, if the relevant date is not a Business Day, the date will be the date that is the first following day that is a Business Day;

GBP means the lawful currency for the time being of the United Kingdom;

Legal Reserve has the meaning given to such term in article 18.1 of the Articles;

LIBOR means, for a Reset Date, the rate per annum appearing on Telerate Page 3750 (or any successor page) as the London interbank offered rate for deposits in GBP at approximately 11:00 a.m. on such date for a term comparable to

the term for which LIBOR is to be determined or, if a rate for such term is not so quoted, a rate determined by a straight-line interpolation of the rates quoted for the term next longer and the term next shorter than such term. If, for any reason, such rate is not available, the term "LIBOR" shall mean the rate per annum on Reuters Screen LIBOR01 as the London interbank offered rate for deposits in GBP at approximately 11:00 a.m. on such date for a term comparable to the term for which LIBOR is to be determined or, if a rate for such term is not so quoted, a rate determined by a straight line interpolation of the rates quoted for the term next longer and the term next shorter than such term; provided, however, if more than one rate is specified for a term comparable to the interest period contemplated on Reuters Screen LIBOR01, the applicable rate shall be the arithmetic mean of all such rates. If LIBOR cannot be determined in accordance with the foregoing provision then LIBOR shall be the arithmetic mean of quotations provided by each of four leading banks in the interbank market at 11:00 a.m. on such date for the relevant period;

Mandatory C Share Cancellation Date has the meaning given to such term in article 9.2(a) of the Articles;

Mandatory D Share Cancellation Date has the meaning given to such term in article 9.5(a) of the Articles;

Maximum B Share Dividend means, in respect of each B Share and a Quarterly Period, the amount in respect of that B Share determined in accordance with article 18.7 of the Articles;

Modified Following Business Day Convention means that, if the relevant date is not a Business Day, the date will be the date that is the first following day that is a Business Day, unless that day falls in the next calendar month, in which case that date will be the first preceding day that is a Business Day;

Preferred Dividend Payment Date means each date on which a dividend is payable in accordance with article 18.5 of the Articles (other than a date on which a dividend is payable pursuant to article 18.5(c));

Quarterly End Date means each 31 March, 30 June, 30 September, and 31 December, in each case adjusted in accordance with the Modified Following Business Day Convention;

Quarterly Period has the meaning given to such term in article 18.7 of the Articles;

Reduced C Share Cancellation Dividend means, in respect of a C Share and a date, a dividend in an amount equal to that C Share's pro rata portion of the reserves and profits which are in fact available for distribution on a pari passu basis for the purpose of the cancellation of both the C Shares and the D Shares on that date (as if the D Shares were to be cancelled on that date);

Reduced C Share Cancellation Price means, in respect of a C Share and a date, the nominal value of that C Share together with the Reduced C Share Cancellation Dividend determined in respect of that date;

Reduced D Share Cancellation Dividend means, in respect of a D Share and a date, a dividend in an amount equal to all of the reserves and profits available for distribution on that date divided by the number of D Shares;

Reduced D Share Cancellation Price means, in respect of a D Share and a date, the nominal value of that D Share together with the Reduced D Share Cancellation Dividend determined in respect of that date;

Register has the meaning given to such term in article 5.5 of the Articles;

Reset Date means for each Quarterly Period ending after 1 January 2011, the first day of each such Quarterly Period;

Share Price means initially GBP 1,000 per C Share or D Share, as applicable, provided that:

(a) if a Cancellation Distribution Date occurs with respect to C Shares on a date prior to the First Anniversary Date, (i) the Share Price of each C Share from such Cancellation Distribution Date to the date on which the related redemption occurs shall be an amount equal to GBP 1.999, and (ii) the Share Price of each remaining C Share from and after the date on which the related redemption occurs to the date on which any other event occurs affecting the definition of Share Price with respect to C Shares hereunder shall be an amount equal to GBP 1,000;

(b) if a Cancellation Distribution Date occurs with respect to C Shares on a date on or following the First Anniversary Date, the Share Price of each C Share from such Cancellation Distribution Date shall be an amount equal to GBP 1; and

(c) if a Cancellation Distribution Date occurs with respect to D Shares, the Share Price of each D Share from such Cancellation Distribution Date shall be an amount equal to GBP 1;

Shares has the meaning given to such term in article 5.1 of the Articles;

subject to the valid cancellation of specified C Shares means subject to the general meeting of the shareholders resolving to cancel the relevant Shares on the Mandatory C Share Cancellation Date, the C Share Early Cancellation Date or the First Anniversary Date (as applicable) and such cancellation being permitted in accordance with the Articles and in compliance with the Companies Law on that date; and

UK has the meaning given to such term in article 4.3 of the Articles."

Ninth resolution

The Board acknowledges that the interim accounts of the Company as of 21 December 2010 show that the Company has sufficient distributable reserves to bring the legal reserve of the Company up to GBP 1,421,000 (one million four hundred and twenty-one thousand Great Britain pounds).

The Meeting therefore resolves to allocate an amount of GBP 1,421,000 (one million four hundred and twenty-one thousand Great Britain pounds) of the profit carried forward to the legal reserve of the Company.

Tenth resolution

The Meeting resolves to update the register of the Company in order to reflect the above changes, and hereby grants power and authority to any of the managers of the Company to individually under her/his sole signature proceed to such amendments and to sign the register of the Company.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately seven thousand euro (€ 7,000.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the Shareholders, the present deed is worded in English, followed by a French version and that at the request of the proxyholder of the Shareholders, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Esch/Alzette, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the Shareholders, the proxyholder of the Shareholders signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt et unième jour de décembre, par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Pine Harbour S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.756 (la Société). La Société a migré son siège social des Iles Caymans vers le Grand-Duché de Luxembourg et son lieu de direction effective, siège d'administration centrale et siège de direction centrale et de contrôle du Royaume-Uni vers le Grand-Duché de Luxembourg le 31 mars 2010 suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 1220 du 10 juin 2010. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 29 juin 2010 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire, lequel acte a été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 1795 du 2 septembre 2010.

Ont comparu:

1. Bank of America NA, une société constituée selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, avec son siège social au 214 North Tryon Street, Charlotte, North Carolina 28255, Etats-Unis d'Amérique, détentrice de 1.180.000 parts sociales ordinaires de classe A ayant une valeur nominale de GBP 1 chacune,

ici représentée par Christophe Balthazard, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

2. Westquay Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.789, détentrice de 1.110.000 parts sociales ordinaires de classe B ayant une valeur nominale de GBP 1 chacune,

ici représentée par Christophe Balthazard, prénoté, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Les parties reprises sous les points 1. et 2. ci-dessus sont collectivement désignées comme les Associés.

Les procurations des Associés, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant pour le compte des Associés et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps avec celui-ci.

Les Associés ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que les Associés détiennent collectivement toutes les 1.180.000 parts sociales ordinaires de Classe A et 1.110.000 parts sociales ordinaires de Classe B ayant une valeur nominale de GBP 1 chacune dans le capital social de la Société s'élevant à GBP 2.290.000;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Création de parts sociales préférentielles de classe C (les Parts Sociales de Classe C) et de parts sociales préférentielles de classe D (les Parts Sociales de Classe D) et conversion subséquente des 1.100.000 parts sociales de classe A existantes en 1.100.000 Parts Sociales de Classe D;

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de GBP 4.000.000 (quatre millions de livre sterling), par la création de 2.000.000 (deux millions) de Parts Sociales de Classe C et de 2.000.000 (deux millions) de Parts Sociales de Classe D, d'une valeur nominale de GBP 1 (une livre sterling) chacune;

4. Souscription à l'augmentation de capital social et libération des parts sociales nouvellement créées en vertu du point 3. ci-dessus par Bank of America NA par voie d'apport en numéraire, chaque part sociale nouvellement émise ayant un prix de souscription s'élevant à GBP 1.000 (mille livres sterling);

5. Remboursement à Bank of America NA d'une partie de la prime d'émission attachée aux parts sociales de classe A d'un montant de GBP 990 par part sociale de classe A pour un montant global de GBP 79.200.000 (soixante dix neuf millions deux cent mille livres sterling);

6. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de GBP 7.920.000 (sept millions neuf cent vingt mille livre sterling), par la création de 7.920.000 (sept millions neuf cent vingt mille) parts sociales de classe A, d'une valeur nominale de GBP 1 (une livre sterling) chacune;

7. Souscription à l'augmentation de capital social et libération des parts sociales nouvellement créées en vertu du point 6. ci-dessus par Bank of America NA par voie de compensation entre le prix de souscription par part sociale de classe A nouvellement émise de GBP 10 (dix livre sterling) et le montant global de prime d'émission devant être repayer à Bank of America NA en vertu du point 5 ci-dessus;

8. Modification, refonte et renumérotation des Statuts dans leur intégralité et modification dans ce cadre la de l'objet social de la Société de la manière suivante:

" **Art. 2. Objet social.** L'objet de la Société est de réaliser toute transaction visant directement ou indirectement à l'acquisition, sous quelque forme qu'elle soit, de participations dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra utiliser ses fonds pour établir, gérer, développer et disposer de ses biens quelle que soit leur agencement, pour acquérir, investir et disposer de tout type de propriété, corporelle ou incorporelle, meuble ou immeuble et notamment mais sans y être limité, de son portefeuille de titres de toutes origines, pour participer à la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute société, pour acquérir au moyen d'un investissement, d'une souscription, d'une émission ou d'une option, des titres et tous droits de propriété intellectuelle, afin de les réaliser au travers d'une vente, d'un transfert, d'un échange ou autre et de les développer. La Société pourra recevoir ou concéder une licence sur des droits de propriété intellectuelle.

La Société peut emprunter sous toute forme sauf au travers d'une offre publique. Elle peut émettre uniquement au travers de placements privés, des titres, obligations, bons de caisse et toute forme d'instruments de dette sous forme nominative et soumis à des restrictions de transfert. La Société peut prêter des fonds en ce compris les recettes de tout emprunt et/ou d'émission d'instruments de dette à ses filiales ou aux sociétés affiliées.

La Société peut donner des garanties et accorder des suretés à des tiers afin de garantir leurs obligations et celles de sociétés dans lesquelles la Société a directement ou indirectement une participation ou un intérêt, ou celles de sociétés appartenant au même groupe que la Société, et la Société peut apporter toute assistance à ces sociétés, en ce compris mais sans s'y limiter, une assistance dans la gestion et le développement de ces sociétés et de leur portefeuille, une assistance financière, par des prêts, des avances ou des garanties. La Société peut nantir, transférer, grever ou créer des suretés sur certains ou l'ensemble de ses biens.

La Société pourra réaliser toute opération commerciale, industrielle, financière, personnelle et immobilière qui est directement ou indirectement en rapport avec son objet social ou qui peut en favoriser le développement et elle pourra faire tout ce qui y est lié ou pourrait y contribuer, le tout devant être interprété de la manière la plus large possible.

La Société ne peut entrer dans aucune transaction qui l'engagerait dans une activité qui serait considérée au Grand-Duché de Luxembourg comme étant une activité réglementée du secteur financier."

9. Prise de connaissance des comptes intérimaires de la Société et approbation de l'affectation des profits reportés à la réserve légale de la Société de façon à porter le montant de la réserve légale de la Société à GBP 1.421.000 (un million quatre cent vingt et une mille livres sterling);

10. Modification du registre de parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus, avec pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société, de procéder, sous sa seule signature et pour le compte de la Société, à l'enregistrement des nouvelles parts sociales émises dans le registre de parts sociales de la Société; et

11. Divers.

III. qu'après délibération l'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de créer les Parts Sociales de Classe C et les Parts Sociales de Classe D d'une valeur nominale de GBP 1 chacune (une livre sterling), les termes des Parts Sociales de Classe C et des Parts Sociales de Classe D étant décrits dans leur intégralité dans les Statuts modifiés et mis au point par la huitième résolution ci-dessous.

L'Assemblée décide de convertir subséquemment 1.100.000 parts sociales de classe A existantes détenues par Bank of America NA en 1.100.000 Parts Sociales de Classe D.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal de GBP 4.000.000 (quatre millions livres sterling) en vue de le porter de son montant actuel de GBP 2.290.000 (deux millions deux cent quatre vingt dix mille livres sterling) représenté par 80.000 parts sociales ordinaires de classe A, 1.100.000 parts sociales ordinaires de classe B, 0 Part Sociale de Classe C et 1.100.000 Parts Sociales de Classe D ayant une valeur nominale de GBP 1 (une livre sterling) chacune à un montant de GBP 6.290.000 (six millions deux cent quatre vingt dix mille livres sterling) par la création de 2.000.000 (deux millions) de Parts Sociales de Classe C et de 2.000.000 (deux millions) de Parts Sociales de Classe D, d'une valeur nominale de GBP 1 (une livre sterling) chacune.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer l'intervention, la souscription et la libération intégrale suivantes des 2.000.000 (deux millions) de Parts Sociales de Classe C de la Société nouvellement émises et des 2.000.000 (deux millions) de Parts Sociales de Classe D de la Société nouvellement émises de la manière suivante:

Intervention - Souscription - Libération

Bank of America NA, représentée tel que décrit ci-dessus, déclare:

(i) souscrire les 2.000.000 (deux millions) de Parts Sociales de Classe C et les 2.000.000 (deux millions) de Parts Sociales de Classe D nouvellement émises, chaque Part Sociale de Classe C et chaque Part Sociale de Classe D ayant une valeur nominale de GBP 1 (une livre sterling) pour un prix de souscription de GBP 1.000 (mille livre sterling) chacune;

(ii) libérer entièrement les Parts Sociales de Classe C nouvellement émises et les Parts Sociales de Classe D nouvellement émises par voie d'apport en numéraire d'un montant global de GBP 4.000.000.000 (quatre milliards de livre sterling) (l'Apport en Numéraire).

L'Apport en Numéraire, devra être alloué comme suit:

(i) un montant de GBP 4.000.000 (quatre millions de livres sterling) sera alloué au compte capital de la Société; et

(ii) le solde de GBP 3.996.000.000 (trois milliards neuf cent quatre vingt seize millions livres sterling) sera attribué au compte de prime d'émission de la Société.

Le paiement en vertu de l'Apport en Numéraire a été certifié au moyen d'un certificat de blocage qui confirme la disponibilité du montant de souscription payé en vertu de l'Apport en Numéraire sur le compte bancaire de la Société.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de repayer à Bank of America NA la somme de GBP 990 (neuf cent quatre vingt dix livre sterling) par part sociale ordinaire de classe A et correspondant à une partie de la prime d'émission attachée à chaque part sociale de classe A pour un montant total de GBP 79.200.000 (soixante dix neuf millions deux cent mille livres sterling). En conséquence, l'Assemblée reconnaît l'existence de la créance de la Société envers Bank of America NA d'un montant de GBP 79.200.000 (soixante dix neuf million deux cent mille livres sterling) (la Créance BANA).

Sixième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de GBP 7.920.000 (sept millions neuf cent vingt mille livres sterling) en vue de le porter de son montant actuel de GBP 6.290.000 (six million deux cent quatre-vingt-dix mille livres sterling) représenté par 80.000 parts sociales ordinaires de classe A, 1.100.000 parts sociales ordinaires de classe B, 2.000.000 de Parts Sociales de Classe C et 3.100.000 Parts Sociales de Classe D ayant une valeur nominale de GBP 1 (une livre sterling) chacune à un montant de GBP 14.210.000 (quatorze millions deux cent dix mille livres sterling) par la création de 7.920.000 (sept millions neuf cent vingt mille) parts sociales ordinaires de classe A d'une valeur nominale de GBP 1 (une livre sterling) chacune.

Septième résolution

L'Assemblée décide d'accepter et d'enregistrer l'intervention, la souscription et la libération intégrale suivantes des 7.920.000 (sept million neuf cent vingt mille) parts sociales ordinaires de classe A de la Société nouvellement émises de la manière suivante:

Intervention - Souscription - Libération

Bank of America NA, représentée tel que décrit ci-dessus, déclare:

(i) souscrire les 7.920.000 (sept millions neuf cent vingt mille) parts sociales de classe A de la Société nouvellement émises, chaque part sociale de classe A ayant une valeur nominale de GBP 1 (une livre sterling) pour un prix de souscription de GBP 10 (dix livres sterling) chacune;

(ii) libérer entièrement les parts sociales de classe A nouvellement émises par voie de compensation entre la Créance BANA et le prix de souscription de chaque nouvelle part sociale de classe A émise de GBP 10 (dix livres sterling) (l'Apport).

L'Apport devra être alloué comme suit:

- (i) un montant de GBP 7.920.000 (sept million neuf cent vingt mille livre sterling) sera alloué au compte capital de la Société; et
- (ii) le solde de GBP 71.280.000 (soixante et onze millions deux cent quatre-vingt mille livres sterling) sera alloué au compte de prime d'émission de la Société.

Huitième résolution

L'Assemblée décide de modifier les Statuts de sorte à ce qu'ils se lisent désormais de la manière suivante:

1. Dénomination sociale. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination sociale "Pine Harbour S.à r.l." (la Société).

2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est de réaliser toute transaction visant directement ou indirectement à l'acquisition, sous quelque forme qu'elle soit, de participations dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

2.2 La Société pourra utiliser ses fonds pour établir, gérer, développer et disposer de ses biens quelle que soit leur agencement, pour acquérir, investir et disposer de tout type de propriété, corporelle ou incorporelle, meuble ou immeuble et notamment mais sans y être limité, de son portefeuille de titres de toutes origines, pour participer à la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute société, pour acquérir au moyen d'un investissement, d'une souscription, d'une émission ou d'une option, des titres et tous droits de propriété intellectuelle, afin de les réaliser au travers d'une vente, d'un transfert, d'un échange ou autre et de les développer. La Société pourra recevoir ou concéder une licence sur des droits de propriété intellectuelle.

2.3 La Société peut emprunter sous toute forme sauf au travers d'une offre publique. Elle peut émettre uniquement au travers de placements privés, des titres, obligations, bons de caisse et toute forme d'instruments de dette sous forme nominative et soumis à des restrictions de transfert. La Société peut prêter des fonds en ce compris les recettes de tout emprunt et/ou d'émission d'instruments de dette à ses filiales ou aux sociétés affiliées.

2.4 La Société peut donner des garanties et accorder des suretés à des tiers afin de garantir leurs obligations et celles de sociétés dans lesquelles la Société a directement ou indirectement une participation ou un intérêt, ou celles de sociétés appartenant au même groupe que la Société, et la Société peut apporter toute assistance à ces sociétés, en ce compris mais sans s'y limiter, une assistance dans la gestion et le développement de ces sociétés et de leur portefeuille, une assistance financière, par des prêts, des avances ou des garanties. La Société peut nantir, transférer, grever ou créer des suretés sur certains ou l'ensemble de ses biens.

2.5 La Société pourra réaliser toute opération commerciale, industrielle, financière, personnelle et immobilière qui est directement ou indirectement en rapport avec son objet social ou qui peut en favoriser le développement et elle pourra faire tout ce qui y est lié ou pourrait y contribuer, le tout devant être interprété de la manière la plus large possible.

2.6 La Société ne peut entrer dans aucune transaction qui l'engagerait dans une activité qui serait considérée au Grand-Duché de Luxembourg comme étant une activité réglementée du secteur financier.

3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4. Siège social.

4.1 Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

4.2 Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du conseil de gérance de la Société.

4.3 La Société peut avoir des bureaux et des succursales dans tous autres lieux du Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger sauf au Royaume-Uni (le R-U).

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à 14.210.000 GBP (quatorze millions deux cent dix mille livres sterling) représenté par 14.210.000 (quatorze millions deux cent dix mille) parts sociales, d'une valeur nominale de 1- GBP (une livre sterling) chacune, divisées en:

- (a) 8.000.000 de parts sociales ordinaires de classe A (les Parts Sociales A, et chacune une Part Sociale A);
- (b) 1.110.000 de parts sociales ordinaires de classe B (les Parts Sociales B, et chacune une Part Sociale B);
- (c) 2.000.000 de parts sociales préférentielles de classe C (les Parts Sociales C, et chacune une Part Sociale C);
- (d) 3.100.000 de parts sociales préférentielles de classe D (les Parts Sociales D, et chacune une Part Sociale D).

Les Parts Sociales A, les Parts Sociales B, les Parts Sociales C et les Parts Sociales D sont reprises ci-après, ensemble en tant que les Parts Sociales, et chacune en tant qu'une Part Sociale.

5.2 Les Parts Sociales emportent les mêmes droits et obligations, sauf disposition contraire dans les statuts de la Société (les Statuts).

5.3 Une prime d'émission de 9 GBP (neuf Livres Sterling) a été payée par l'associé concerné pour chaque Part Sociale A. Une prime d'émission de 999 GBP (neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Livres Sterling) a été payée par l'associé concerné pour chaque Part Sociale B, Part Sociale C et Part Sociale D. La Prime d'émission ne devra pas rester attachée aux Parts Sociales pour lesquelles cette prime a été payée.

5.4 Tout montant payé à titre de prime d'émission sera comptabilisé dans un compte prime d'émission. Le compte prime d'émission sera considéré comme une réserve distribuable et disponible (en ce compris pour toute distribution de dividende, annulation de Parts Sociales ou rachat de Parts Sociales conformément aux Statuts).

5.5 La Société tiendra un registre des associés (le Registre) à son siège social. Le Registre indiquera le(s) compte(s) bancaire(s) sur lequel/lesquels les paiements à l'associé concerné en rapport avec les Parts Sociales qu'il détient seront effectués par la Société, et, dans le cas où plusieurs comptes sont désignés pour un même associé, il indiquera quels paiements seront faits et sur quels comptes ils devront être réalisés (étant entendu que la Société pourra, pour éviter tout doute, n'est pas obligée de déterminer dans un accord écrit passé avec tout associé que certains paiements particuliers s'effectueront sur un autre compte que celui indiqué). Un associé désirant modifier le compte bancaire indiqué dans le Registre ou le compte bancaire sur lequel doit être réalisé un paiement particulier, doit en donner notice à la Société dans les 30 Jours Ouvrables.

6. Modification du capital social. Le capital social pourra être modifié à tout moment par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 14.3 des Statuts.

7. Parts sociales indivisibles. Les Parts Sociales sont indivisibles et un seul propriétaire est reconnu par Part Sociale. Les copropriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de désigner une seule et même personne pour se faire représenter auprès de la Société.

8. Cession de parts sociales.

8.1 Si la Société a un associé unique, les Parts Sociales sont librement cessibles.

8.2 Si la Société a plus d'un associé, la cession de Parts Sociales entre-vifs à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés qui représentent au moins trois-quarts du nombre de Parts Sociales restantes.

8.3 L'autorisation visée à l'article 8.2 des Statuts n'est pas requise pour une cession de Parts Sociales entre associés.

8.4 Les exigences des articles 189 et 190 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés) s'appliqueront à toute cession de Parts Sociales.

9. Annulation de parts sociales (et Réduction subséquente du capital social).

9.1 Dispositions générales

Nonobstant toute autre disposition dans les Statuts, l'assemblée générale des associés procédera à l'annulation des Parts Sociales (et à la réduction subséquente du capital social) suivant les conditions déterminées ci-dessous.

9.2 Annulation obligatoire des Parts Sociales C

(a) Sauf si toutes les Parts Sociales C ont déjà été annulées conformément à l'article 9.3 des Statuts ou rachetées conformément à l'article 9.8 des Statuts, les Parts Sociales C seront annulées (dans leur ensemble et non en partie) le 21 décembre 2015 (ajustée conformément à l'article 9.9 des Statuts) (la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C) par une résolution de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 14.3 des Statuts.

(b) Nonobstant l'article 18.2 des Statuts, à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C, sous réserve d'une annulation valide des Parts Sociales C, le détenteur des Parts Sociales C aura le droit de recevoir pour chaque Part Sociale C:

(i) immédiatement avant l'annulation de cette Part Sociale C, le Dividende d'Annulation des Parts Sociales C; et

(ii) suite à l'annulation de cette Part Sociale C, la valeur nominale de cette Part Sociale C,

étant entendu toutefois que, si à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C, la Société ne possède pas suffisamment de réserves distribuables ou disponibles et de bénéfices pour le paiement intégral du total du Dividende d'Annulation des Parts Sociales C et du total du Dividende d'Annulation des Parts Sociales D (comme si les Parts Sociales D devaient être annulées à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C), alors les Parts Sociales C seront annulées (dans leur ensemble et non en partie) et, sous réserve de l'annulation valide des Parts Sociales C, le détenteur des Parts Sociales C aura le droit de recevoir pour chaque Part Sociale C:

(i) immédiatement avant l'annulation de cette Part Sociale C, le Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales C; et

(ii) suite à l'annulation de cette Part Sociale C, la valeur nominale de cette Part Sociale C.

(c) En vue de l'annulation obligatoire des Parts Sociales C, le conseil de gérance convoquera l'assemblée générale des associés conformément à l'article 13 des Statuts.

(d) Sous réserve des conditions prévues dans la Loi sur les Sociétés et conformément à l'article 18.5 des Statuts, le conseil de gérance paiera le Dividende Préférentiel des Parts Sociales C au détenteur des Parts Sociales C restantes qui seront annulées conformément à cet article 9.2 à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C, immédiatement avant le paiement du total du Dividende d'Annulation des Parts Sociales C (ou du total du Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales C, le cas échéant).

9.3 Annulation anticipée des Parts Sociales C

(a) Le conseil de gérance (ou selon le cas, le détenteur de Parts Sociales C) peut envoyer au détenteur de Parts Sociales C (ou au conseil de gérance, selon le cas) à l'adresse indiquée dans le Registre des Associés (ou, au siège social de la Société, selon le cas) une notice (la Notice d'Annulation des Parts Sociales C) proposant ou requérant l'annulation des Parts Sociales C à une date antérieure à la Date Obligatoire d'Annulation des Parts Sociales C. Toute Notice d'Annulation des Parts Sociales C envoyée conformément à cet article 9.3 sera envoyée au plus tard à 14:00 (heure londonienne) à la date qui est 1 (un) Jour Ouvrable avant la date à laquelle il est requis que l'annulation des Parts Sociales C ait lieu (ajustée conformément à l'article 9.9 des Statuts) (la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C) et mentionnera si le conseil de gérance (ou les détenteurs des Parts Sociales C, selon le cas) souhaite obtenir pour la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales C le remboursement en nature conformément à l'article 9.4 des Statuts. Lors de l'envoi ou de la réception de la Notice d'Annulation des Parts Sociales C conformément à ce qui précède, le conseil de gérance convoquera l'assemblée générale des associés conformément à l'article 13 des Statuts. Si à tout moment, plus d'une notice d'Annulation des Parts Sociales C a été envoyée par le conseil de gérance et/ou le détenteur des Parts Sociales C, la Notice d'Annulation des Parts Sociales C qui fixe le plus tôt la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C (en supposant qu'elle ait été délivrée conformément à l'article 9.3 (a)) prévaudra et remplacera les termes de toute autre Notice d'Annulation des Parts Sociales C. Une Notice d'Annulation des Parts Sociales C ne peut pas être révoquée à moins que deux Notices d'Annulation des Parts Sociales C spécifiant la même Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C aient été délivrées dont l'une requiert le paiement en nature conformément à l'article 9.4 et l'autre ne requiert pas le paiement en nature, et dans ce cas, l'une des deux ou les deux Notices d'Annulation des Parts Sociales C peuvent être révoquées à tout moment jusqu'à 18:00 (heure londonienne) à la date qui est 1 (un) Jour Ouvrable avant la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C.

(b) Conformément à ce qui précède, les Parts Sociales C seront annulées (dans leur ensemble et non en partie) par une résolution de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 14.3 des Statuts et le détenteur des Parts Sociales C aura le droit de recevoir, sous réserve de l'annulation valide des Parts Sociales C, la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales C, étant entendu toutefois que si à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C, la Société ne possède pas suffisamment de réserves distribuables ou disponibles et de bénéfices pour le paiement intégral de tous les Dividendes d'Annulation des Parts Sociales C et Dividendes d'Annulation des Parts Sociales D (comme si les Parts Sociales D devaient être annulées à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C), alors les Parts Sociales C seront annulées (dans leur ensemble et non en partie) et le détenteur des Parts Sociales C aura uniquement le droit de recevoir (sous réserve de l'annulation valide des Parts Sociales C), la totalité du Prix Réduit d'Annulation des Parts Sociales C.

(c) Nonobstant l'article 9.3 (b) des Statuts, s'il est requis que l'annulation des Parts Sociales C ait lieu avant la Date du Premier Anniversaire (telle que définie ci-dessous):

(i) les Parts Sociales C seront annulées selon les 2 étapes suivantes:

(A) l'annulation de 1.998.000 Parts Sociales C aura lieu uniquement à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C; et

(B) l'annulation des 2.000 Parts Sociales C restantes aura lieu à la Date du Premier Anniversaire, et

(ii) le détenteur des Parts Sociales C aura le droit de recevoir:

(A) à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C, sous réserve de l'annulation valide des 1.998.000 Parts Sociales C, un montant équivalent au total du Prix d'Annulation des Parts Sociales C ou, selon le cas, au total du Prix Réduit d'Annulation des Parts Sociales C (tel qu'applicable) pour les 1.998.000 Parts Sociales C; et

(B) à la Date du Premier Anniversaire, sous réserve de l'annulation valide des 2.000 Parts Sociales C, un montant équivalent au total du Prix d'Annulation des Parts Sociales C ou, selon le cas, au total du Prix Réduit d'Annulation des Parts Sociales C (tel qu'applicable) pour les 2.000 Parts Sociales C restantes.

(d) Sous réserve des conditions prévues dans la Loi sur les Sociétés et conformément aux dispositions de l'article 18.5 des Statuts, le conseil de gérance paiera la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales C aux détenteurs des Parts Sociales C en circulation dont les Parts Sociales seront annulées conformément à l'article 9.3 à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C, immédiatement avant le paiement de la totalité du Dividende d'Annulation des Parts Sociales C (ou de la totalité du Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales C, selon le cas), et (si applicable) également à la Date du Premier Anniversaire, immédiatement avant le paiement de la totalité du Dividende d'Annulation des Parts Sociales C (ou de la totalité du Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales C, selon le cas) pour les 2.000 Parts Sociales C restantes.

(e) Toute référence faite dans les Statuts à la Date du Premier Anniversaire vise le premier anniversaire du transfert de toutes les Parts Sociales C à un nouvel associé, tel qu'indiqué dans le Registre (ajusté conformément à l'article 9.9 des Statuts et pour autant que, si cette date (telle qu'ajustée) tomberait moins de 6 Jours Ouvrables avant le 31 décembre de toute année), la Date du Premier Anniversaire sera le premier Jour Ouvrable de l'année calendaire suivante. Toute référence à l'annulation de Parts Sociales C (que le remboursement soit en nature ou non), ou à tout paiement d'un Dividende Préférentiel des Parts Sociales C ou d'un Dividende Préférentiel des Parts Sociales D à la Date du Premier Anniversaire, sera seulement pertinente et applicable si la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C tombe avant la Date du Premier Anniversaire, de sorte que, pour éviter tout doute, si la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C ne tombe pas avant la Date du Premier Anniversaire, alors toutes les références dans les Statuts à l'obligation de

procéder à une annulation des Parts Sociales C (que le remboursement soit en nature ou non) ou de payer un Dividende Préférentiel des Parts Sociales C ou un Dividende Préférentiel des Parts Sociales D à la Date du Premier Anniversaire seront inapplicables. Si la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C tombe avant la Date du Premier Anniversaire, le conseil de gérance devra convoquer une assemblée générale des associés conformément à l'article 13 des Statuts afin d'achever l'annulation des Parts Sociales C à la Date du Premier Anniversaire.

9.4 Paiement en nature des Parts Sociales C et émission de la Note C de la Société

(a) Le conseil de gérance (ou les détenteurs des Parts Sociales C, selon le cas) peut exiger, dans une Notice d'Annulation des Parts Sociales C, que la Société paie la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales C en nature sous la forme d'une note émise par la Société (la Note C de la Société). Si un tel choix est réalisé, et que (i) suffisamment de réserves distribuables et disponibles et de bénéfiques sont disponibles de sorte qu'une annulation en espèces permettrait le paiement intégral de la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales C conformément à l'article 9.3 des Statuts; et (ii) qu'aucune Notice d'Annulation des Parts Sociales C indiquant la même Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C mais n'indiquant pas qu'un paiement en nature est requis n'a été délivrée conformément à l'article 9.3 des Statuts, alors sous réserve de l'annulation valide des Parts Sociales C, le détenteur des Parts Sociales C aura droit de se faire émettre la Note C de la Société d'un montant principal équivalent à la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales C.

(b) Afin d'éviter tout doute, si tel choix est réalisé et si la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C est antérieure à la Date du Premier Anniversaire, alors le détenteur de Parts Sociales C a droit de se faire émettre:

(i) Une Note C de la Société avec un montant principal équivalent à la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales C pour les 1.998.000 Parts Sociales C à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C; et

(ii) Une Note C de la Société avec un montant principal équivalent à la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales C pour les 2.000 Parts Sociales C restantes à la Date du Premier Anniversaire,

Etant entendu toutefois que,

(A) si la Note C de la Société émise avant la Date du Premier Anniversaire a été rachetée avant la Date du Premier Anniversaire, la Société devra payer en espèces la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales C (ou la totalité du Prix Réduit d'Annulation des Parts Sociales C, le cas échéant) pour les 2.000 Parts Sociales C restantes à la Date du Premier Anniversaire; et

(B) si à la Date du Premier Anniversaire, la Société ne dispose pas de suffisamment de réserves distribuables ou disponibles et de bénéfiques pour le paiement total de tous les Dividendes d'Annulation des Parts Sociales C pour les 2.000 Parts Sociales C restantes et pour les Dividendes d'Annulation des Parts Sociales D, la Société devra payer en espèces à la Date du Premier Anniversaire la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales C (ou la totalité du Prix Réduit d'Annulation des Parts Sociales C le cas échéant) pour les 2.000 Parts Sociales C restantes.

9.5 Annulation obligatoire des Parts Sociales D

(a) Sous réserve de l'article 9.6 des Statuts, sous réserve qu'il ne reste aucune Part Sociale C, les Parts Sociales D seront annulées (dans leur ensemble et non en partie) le 31 décembre 2015 (ajusté conformément à l'article 9.9 des Statuts) (la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales D) par une résolution de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 14.3 des Statuts.

(b) Nonobstant l'article 18.2 des Statuts, à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales D, sous réserve de l'annulation valide des Parts Sociales D, le détenteur des Parts Sociales D aura droit à recevoir pour chaque Part Sociale D:

(i) immédiatement avant l'annulation des Parts Sociales D le Dividende d'Annulation des Parts Sociales D; et

(ii) suite à l'annulation des Parts Sociales D, la valeur nominale de cette Part Sociale D,

étant entendu toutefois que, si à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales D, la Société ne possède pas suffisamment de réserves distribuables ou disponibles et de bénéfiques pour le paiement intégral de la totalité du Dividende d'Annulation des Parts Sociales D, alors les Parts Sociales D devront être annulées (dans leur ensemble et non en partie) et, sous réserve de l'annulation valide des Parts Sociales D, le détenteur des Parts Sociales D aura le droit de recevoir pour chaque Part Sociale D:

(A) immédiatement avant l'annulation de la Part Sociale D, le Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales D); et

(B) suite à l'annulation des Parts Sociales D, la valeur nominale de cette Part Sociale D.

(c) En vue de l'annulation obligatoire des Parts Sociales D, le conseil de gérance convoquera l'assemblée générale des associés conformément à l'article 13 des Statuts.

(d) Sous réserve des conditions prévues dans la Loi sur les Sociétés et conformément aux dispositions de l'article 18.5 des Statuts, le conseil de gérance paiera la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales D aux détenteurs des Parts Sociales D qui devront être annulées conformément à cet article 9.5 à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales D immédiatement avant le paiement de la totalité du Dividende d'Annulation des Parts Sociales D (ou de la totalité du Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales D, selon le cas).

9.6 Annulation anticipée des Parts Sociales D

(a) Avant la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales D, à tout moment à partir duquel il ne reste plus aucune Part Sociale C, le conseil de gérance (ou, selon le cas, le détenteur des Parts Sociales D) peut envoyer au détenteur des

Parts Sociales D à l'adresse indiquée dans le Registre (ou selon le cas, au conseil de gérance, au siège social de la Société) une notice (la Notice d'Annulation des Parts Sociales D) proposant ou requérant l'annulation des Parts Sociales D. Toute Notice d'Annulation des Parts Sociales D envoyée conformément à cet article 9.6 sera envoyée au plus tard jusqu'à 14:00 (heure londonienne) à la date qui est 1 (un) Jour Ouvrable avant la date à laquelle il est requis que l'annulation des Parts Sociales D ait lieu (et qui sera un Jour Ouvrable) (la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales D) et devra indiquer si le conseil de gérance (ou le détenteur de Parts Sociales D, selon le cas) souhaite que le Prix d'Annulation des Parts Sociales D soit remboursé en nature conformément à l'article 9.7 des Statuts. À l'envoi ou à la réception de la Notice d'Annulation des Parts Sociales D conformément à ce qui précède, le conseil de gérance convoquera l'assemblée générale des associés conformément à l'article 13 des Statuts.

(b) Conformément à ce qui précède, les Parts Sociales D seront annulées (dans leur ensemble et non en partie) par une résolution de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 14.3 des Statuts et le détenteur des Parts Sociales D aura le droit de recevoir, sous réserve de l'annulation valide des Parts Sociales D, la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales D, étant entendu toutefois que, si à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales D, la Société ne possède pas suffisamment de réserves distribuables ou disponibles et de bénéfices pour le paiement intégral de la totalité du Dividende d'Annulation des Parts Sociales D, alors les Parts Sociales D devront être annulées (dans leur ensemble et non en partie) et le détenteur des Parts Sociales D aura le droit de recevoir (sous réserve de l'annulation valide des Parts Sociales D), la totalité du Prix Réduit d'Annulation des Parts Sociales D.

(c) Sous réserve des conditions prévues dans la Loi sur les Sociétés et conformément à l'article 18.5 des Statuts, le conseil de gérance devra payer la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales D aux détenteurs des Parts Sociales D restantes qui devront être annulées conformément à cet article 9.6 à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales D.

9.7 Paiement en nature des Parts Sociales D et émission de la Note D de la Société

Le conseil de gérance (ou le détenteur de Parts Sociales D, selon le cas) peut requérir dans la Notice d'Annulation des Parts Sociales D que la Société paie en nature la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales D sous la forme d'une note émise par la Société (la Note D de la Société). Si un tel choix est réalisé et que suffisamment de réserves distribuables ou disponibles et de bénéfices sont disponibles de telle sorte qu'une annulation en espèces permettrait le paiement de la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales D conformément à l'article 9.6 des Statuts, sous réserve de l'annulation valide des Parts Sociales D, le détenteur des Parts Sociales D aura droit à obtenir l'émission de la Note D de la Société d'un montant principal équivalent à la totalité du Prix d'Annulation des Parts Sociales D.

9.8 Procédures additionnelles d'annulation

Si pour n'importe quelle raison, l'assemblée générale des associés ne donne pas effet à une annulation telle que requise par les articles 9.2, 9.3, 9.4, 9.5 et/ou 9.6 des Statuts, les dispositions suivantes seront applicables:

(a) tout choix pour un paiement en nature conformément à l'article 9.4 or 9.7 des Statuts sera automatiquement révoqué et restera sans effet;

(b) le Jour Ouvrable suivant la date à laquelle une telle annulation aurait du avoir lieu si l'assemblée générale des associés avait été convoquée et si la résolution indiquée avait été adoptée, la totalité du Dividende d'Annulation des Parts Sociales C, la totalité du Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales C, la totalité du Dividende d'Annulation des Parts Sociales D et/ou la totalité du Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales D (selon le cas) qui aurait du être payé en rapport avec une telle annulation sera payée au détenteur des Parts Sociales dont l'annulation avait été prévue (la date à laquelle un tel paiement est intégralement réalisé est la Date de Distribution pour Annulation); et

(c) le second Jour Ouvrable suivant la date à laquelle une telle annulation aurait du avoir lieu si l'assemblée générale des associés avait été convoquée et si la résolution indiquée avait été adoptée, les Parts Sociales dont l'annulation était prévue devront obligatoirement être rachetées pour un prix de 1- GBP par part sociale (afin d'éviter tout doute, dans le cadre de cet article 9.8, les deux annulations requises dans le cas où la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C tombe avant la Date du Premier Anniversaire seront considérées comme deux annulations distinctes dans ces Statuts, chacune pouvant prétendre à l'application de cet article 9.8).

9.9 Convention de Jour Ouvrable

Si la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C ou la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales D n'est pas un Jour Ouvrable, alors une telle date devra être ajustée suivant la Convention Modifiée de Jour Ouvrable Suivant. Si la Date du Premier Anniversaire, la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C ou la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales D n'est pas un Jour Ouvrable, alors une telle date devra être ajustée suivant la Convention Modifiée de Jour Ouvrable Suivant.

10. Décès, Interdiction, Faillite ou Déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

11. Gérance.

11.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composée de cinq gérants divisés en un ou plusieurs gérant(s) de classe A (les gérants de Classe A, chacun un gérant de Classe A) et un ou plusieurs gérant(s) de classe B (les gérants de Classe B, chacun un gérant de Classe B). Les gérants de Classe B devront être résidents luxembourgeois ou résider

professionnellement au Grand-Duché de Luxembourg. Aucun gérant ne peut être un résident du Royaume-Uni pour des considérations fiscales anglaises.

11.2 Il n'est pas requis que les gérants soient également associés.

11.3 Les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par une résolution de l'assemblée générale des associés adoptée par des associés représentant plus de la moitié des Parts Sociales restantes de la Société. L'assemblée générale des associés doit aussi déterminer la fin des mandats des gérants, leur rémunération (s'il y en a une) et leur qualité de gérant de Classe A ou de gérant de Classe B.

11.4 L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer n'importe quel gérant.

11.5 Tout associé détenant 2.000 (deux mille) Parts Sociales de la Société ou plus a le droit de désigner un représentant pour assister (ou non) en tant qu'observateur seulement, à chaque réunion du conseil de gérance en envoyant une notice à la Société contenant les détails de cet observateur. L'observateur n'aura pas le droit de participer aux délibérations du conseil de gérance, ni aucun droit de voter sur les éléments inscrits à l'ordre du jour de la réunion. Chaque observateur ainsi désigné sera notifié de la tenue de toute réunion du conseil de gérance de la même manière que les gérants.

11.6 Le droit pour tout associé détenant 2.000 (deux mille) Parts Sociales de la Société ou plus de désigner un observateur tel que visé au paragraphe précédent comprend aussi le droit de destituer cet observateur et les dispositions de cet article 11 doivent également s'appliquer au remplacement d'un observateur.

11.7 Toutes les réunions du conseil de gérance se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg. Le quorum nécessaire à la délibération des points abordés lors de toute réunion du conseil de gérance sera d'un gérant de Classe A et d'un gérant de Classe B.

11.8 Sous réserve de l'article 15 des Statuts, les résolutions du conseil de gérance seront prises à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion et seulement si au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B votent en faveur des résolutions.

11.9 La Société est valablement engagée par la signature conjointe d'au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B. Cependant, la Société peut aussi être engagée pour des cas spécifiques par la seule signature de toute personne qui y aura été autorisée par le conseil de gérance, toutefois, cette personne ne peut pas être résidente du Royaume-Uni pour des raisons de fiscalité anglaise et aucune signature ne peut être effectuée par cette personne pendant qu'elle est au Royaume-Uni.

11.10 Vis-à-vis des tiers, les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver tous les actes et les opérations en relation avec l'objet social, moyennant le respect des dispositions du présent article 11.

11.11 Tous les pouvoirs non-expressément réservés par les lois ou les Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du conseil de gérance.

11.12 Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par un vote de la majorité des gérants présents ou représentés au conseil de gérance, pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné.

11.13 Une convocation écrite relative à toute réunion du conseil de gérance doit être envoyée à tous les gérants et observateur(s) désigné(s) conformément à cet article 11, par écrit, télécopie ou courrier électronique (e-mail), au moins 72 (soixante-douze) heures avant l'heure prévue pour la réunion; sauf (i) en cas d'urgence, dans quel cas la nature de l'urgence devra être brièvement décrite dans la notice de convocation de la réunion communiquée à tous les gérants et observateur(s) et (ii) dans le cas d'une réunion convoquée uniquement dans le but de déclarer un dividende conformément à l'article 18.5(c). Toute convocation écrite à une réunion des gérants devra indiquer le lieu, la date et l'ordre du jour de la réunion. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. La réunion du conseil de gérance devra être tenue à la date et au lieu indiqués dans la convocation écrite et ne peut traiter que les éléments inscrits à l'ordre du jour, sauf si tous les gérants (et tout observateur désigné) renoncent à la convocation et aux formalités de convocation ou si un point est ajouté à l'ordre du jour, dans chaque cas par un accord de tous les gérants (et tout observateur désigné), lors de la réunion ou par écrit (que ce soit par l'original, par fax ou par email avec signature électronique).

11.14 Tout gérant pourra se faire représenter lors d'une réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, télécopie ou courrier électronique (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. À la condition que la majorité des gérants participants à la réunion du conseil de gérance soit présents ou représentés au Grand-Duché de Luxembourg, tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire susmentionné sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera considérée comme ayant été tenue au siège social de la Société. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion. Aucun gérant ne peut participer à une réunion du conseil de gérance (que ce soit par téléphone, visioconférence ou tout autre moyen) pendant qu'il est au Royaume-Uni.

11.15 Nonobstant les dispositions qui précèdent, une résolution du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire pour autant qu'elle soit signée par tous les gérants et notifiée à tout observateur désigné au moins 72 (soixante-douze) heures à l'avance, avec le droit pour tout observateur désigné (le cas échéant) de renoncer à cette notice en ce qui le concerne. Dans ce cas, l'acte résultera d'un seul ou de plusieurs documents signé(s) par tous les membres du conseil de gérance et contenant les résolutions. La date de telles résolutions circulaires sera la date de la dernière signature. Les résolutions circulaires peuvent être transmises par poste, fax, câble, télégramme, télex, voie électronique, ou tout autre moyen de communication adapté. Aucune résolution circulaire ne peut être signée par un gérant pendant qu'il est au Royaume-Uni.

12. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements valablement pris par eux au nom et pour le compte de la Société.

13. Assemblées générale des associés.

13.1 Une assemblée générale annuelle des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune de son siège social tel que précisé dans la convocation envoyée par le conseil de gérance à chaque associé au moins 24 (vingt-quatre) heures à l'avance.

13.2 Les autres assemblées générales des associés peuvent être tenues aux lieux (hors Royaume-Uni) et à l'heure indiqués dans la convocation envoyée par tout gérant à chaque associé au moins 24 (vingt-quatre) heures à l'avance.

13.3 Tant que la Société n'a pas plus de 5 (cinq) associés, les résolutions des associés pourront être prises par écrit par tous les associés au lieu d'être prises au cours d'une assemblée générale. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être émis par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail) et ces lettres, télécopies ou courriels des associés peuvent être envoyés depuis le Royaume-Uni).

14. Droits de vote des associés, Quorum et Majorité.

14.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés.

14.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut participer à l'assemblée générale quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque associé dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre de Parts Sociales qu'il détient. Les Résolutions des associés sont valablement prises uniquement si elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié du nombre de Parts Sociales restantes de la Société.

14.3 Cependant, les résolutions modifiant les Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité en nombre des associés détenant au moins les trois-quarts du nombre de Parts Sociales restantes de la Société. De plus, les résolutions modifiant les Statuts de manière à affecter substantiellement les droits attachés à une classe particulière de Parts Sociales devront, en plus de la majorité requise à la phrase précédente, être soumises à l'approbation de la majorité en nombre des détenteurs de telles Parts Sociales détenant au moins trois-quarts des Parts Sociales restantes de cette classe de Parts Sociales.

14.4 La nationalité de la Société ne pourra être changée que de par un vote unanime, sans préjudice des dispositions de la Loi sur les Sociétés.

15. Matières réservées aux associés. [délibérément laissé vide]

16. Exercice social. L'exercice social de la Société débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année (l'Exercice Social).

17. Comptes annuels.

17.1 Chaque année, les comptes annuels de la Société devront être arrêtés et le conseil de gérance devra dresser un inventaire comprenant une indication des valeurs actives et passives de la Société.

17.2 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

18. Distribution des bénéfices, des réserves.

18.1 Les profits bruts de la Société constatés dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, des amortissements et de toute autre charge, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé 5% (cinq pour cent.) pour la constitution de la réserve légale (la Réserve Légale) jusqu'à ce que la Réserve Légale atteigne 10% (dix pour cent.) du capital social nominal de la Société.

18.2 Sans préjudice des articles 9.2 à 9.8 des Statuts, le solde du bénéfice net (après l'allocation à la Réserve Légale) plus le cas échéant, le montant de toute réserve distribuable ou disponible (le Profit Distribuable), le cas échéant, sera distribué aux associés suivant l'allocation décidée par les gérants, de la manière suivante:

(a) la Société devra, conformément à l'article 18.5 payer pari passu aux détenteurs de Parts Sociales C et de Parts Sociales D, respectivement la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales C et la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales D;

(b) pour autant que (i) la Société ait payé la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales C et la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales D jusqu'à la plus récente Date de Paiement du Dividende Préférentiel incluse, et (ii) que la Société a suffisamment de réserves distribuables ou disponibles et de bénéfices pour le paiement intégral

envisagé du dividende pour les Parts Sociales B, de la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales C cumulé mais non encore payé, et de la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales D cumulé mais non encore payé (chacun tel que calculé à la date proposée du dividende des Parts Sociales D), la Société pourra payer aux détenteurs des Parts Sociales B pour chaque Période Trimestrielle, un montant par Part Sociale B ne pouvant excéder le Dividende Maximal des Parts Sociales B; et

(c) pour autant que (i) la Société ait payé la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales C et la totalité du Dividende Préférentiel des Parts Sociales D et que (ii) la Société ait payé la totalité du Dividende Maximal des Parts Sociales B pour la Période Trimestrielle en cours, la Société pourra payer aux détenteurs des Parts Sociales A, le Profit Distribuible restant (le cas échéant), chaque Part Sociale A donnant droit à la même proportion dans de telles distributions. Pour les besoins de cette détermination, si un dividende doit être payé à la Date de Fin de Trimestre, la "Période Trimestrielle en cours" sera la Période Trimestrielle s'achevant à telle Date de Fin de Trimestre.

18.3 Le Taux de Dividende des Parts Sociales C sera rétabli à 4,49 pour cent. par an au choix du détenteur des Parts Sociales C, lors de la remise d'une notice de rétablissement du dividende valablement envoyée conformément aux dispositions de cet article 18 (la Notice de Rétablissement du Dividende). Suite à la remise valable d'une Notice de Rétablissement du Dividende, le taux de Dividende des Parts Sociales C sera rétabli avec effet à et à partir de la date indiquée à cette fin dans la Notice de Rétablissement du Dividende (la Date de Rétablissement du Taux de Dividende).

18.4 Une Notice de Rétablissement du Dividende devra être envoyée au conseil de gérance au siège social de la Société et devra spécifier la Date de Rétablissement du Taux de Dividende (qui ne sera pas plus tôt que 10 Jours Ouvrables après la date de la Notice de Rétablissement de Dividende);

18.5 Un dividende cumulatif courera quotidiennement sur chaque Part Sociale C et Part Sociale D pour un montant équivalent, pour chaque jour, au produit (i) du Prix de la Part Sociale pour cette Part Sociale ce jour-là, (ii) du Taux de Dividende des Parts Sociales C ou du Taux de Dividende des Parts Sociales D, selon le cas, applicable et (iii) de 1/365. De tels dividendes devront être payés en arrérage par le conseil de gérance (ou l'assemblée générale des associés) aux détenteurs des Parts Sociales C et des Parts Sociales D à chaque Date de Fin de Trimestre, pour autant que:

(a) de tels dividendes cumulatifs par rapport aux Parts Sociales C soient aussi payés à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C, à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C, à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales D et (si applicable) à la Date du Premier Anniversaire; et

(b) et que de tels dividendes cumulatifs par rapport aux Parts Sociales D soient aussi payés à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C, à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C, à la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales D, à la Date du Premier Anniversaire (si applicable), et à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales D, et

(c) le conseil de gérance (ou l'assemblée générale des associés) puisse décider à telle date de payer à toute autre date, les dividendes cumulés et non encore payés sur les Parts Sociales C et les Parts Sociales D.

18.6 Lorsque:

(a) le dividende cumulatif en rapport avec une Part Sociale C conformément à l'article 18.5 (ou toute partie de celui-ci) n'est pour quelque raison que ce soit, pas payé à ou avant la première Date de Paiement du Dividende Préférentiel suivant une telle cumulation (tel dividende (ou une partie de celui-ci) étant le Montant Impayé des Parts Sociales C en rapport avec telle Part Sociale C), la Société devra payer au détenteur de telle Part Sociale C, en plus d'un tel Montant Impayé des Parts Sociales C, un dividende cumulatif qui courera quotidiennement pour un montant équivalent pour chaque jour au produit (i) du Montant Impayé des Parts Sociales C, (ii) de la somme de 3 mois LIBOR et 3 pour cent. par an, et (iii) de 1/365, pour la période allant de la Date de Paiement du Dividende Préférentiel correspondante jusqu'à ce qu'un tel Montant Impayé des Parts Sociales C et un tel dividende cumulatif soient intégralement payés; ou

(b) le dividende cumulatif en rapport avec une Part Sociale D conformément à l'article 18.5 (ou toute partie de celui-ci) n'est pour quelque raison que ce soit, pas payé à ou avant la première Date de Paiement du Dividende Préférentiel suivant une telle cumulation (tel dividende (ou une partie de celui-ci) étant le Montant Impayé des Parts Sociales D en rapport avec telle Part Sociale D), la Société devra payer au détenteur de telle Part Sociale D, en plus d'un tel Montant Impayé des Parts Sociales D, un dividende cumulatif qui courera quotidiennement pour un montant équivalent pour chaque jour au produit (i) du Montant Impayé des Parts Sociales D, (ii) de la somme de 3 mois LIBOR et 3 pour cent. par an, et (iii) de 1/365, pour la période allant de la Date de Paiement du Dividende Préférentiel correspondante jusqu'à ce qu'un tel Montant Impayé des Parts Sociales D et un tel dividende cumulatif soient intégralement payés;

pour autant que, dans la mesure où des dividendes cumulatifs sont dus à la fois pour les Parts Sociales C et les Parts Sociales D, tout dividende cumulatif devra être payé pari passu par Part Sociale en même temps au détenteur des Parts Sociales C et des Parts Sociales D (tel qu'approprié) conformément à l'article 18.2 (a) des Statuts.

18.7 Sous réserve des conditions prévues dans la Loi sur les Sociétés, pour toute période débutant à (et incluant) une Date de Fin de Trimestre et s'achevant à (mais excluant) la Date de Fin de Trimestre suivant celle-ci (la Période Trimestrielle), le Dividende Maximal des Parts Sociales B devra correspondre à un montant par part sociale équivalant au produit de (i) 1.000 GBP, (ii) du Taux du Dividende des Parts Sociales B; (iii) de 109.06791 %, (iv) du nombre de jours contenus dans la Période Trimestrielle correspondante, et (v) de 1/365. Le conseil de gérance (ou l'assemblée générale des associés) peut payer aux détenteurs des Parts Sociales B pendant la Période Trimestrielle correspondante et/ou à la Date de Fin de Trimestre en rapport avec cette Période Trimestrielle, un montant ne pouvant excéder le Dividende Maximal des

Parts Sociales B. Le conseil de gérance (ou l'assemblée générale des associées) peut, pendant la Période Trimestrielle correspondante, payer des dividendes multiples aux détenteurs des Parts Sociales B pour autant que le montant total payé par Part Sociale B en rapport avec une telle période n'excède pas le Dividende Maximal des Parts Sociales B pour une telle période.

18.8 Sous réserve des conditions prévues dans la Loi sur les Sociétés et conformément aux dispositions précédentes, le conseil de gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires à partir des réserves distribuables ou disponibles et des bénéfices de la Société tels que déterminés par le conseil de gérance sur base de comptes intérimaires correspondants.

19. Liquidation. Lors de la liquidation de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'associé (les associés) qui fixera (fixeront) ses (leurs) pouvoirs et ses (leurs) émoluments. Après paiement de toutes les dettes de la Société, le boni de liquidation sera distribué aux associés de la manière suivante:

(a) premièrement, aux détenteurs des Parts Sociales C et des Parts Sociales D pari passu par Part Sociale, jusqu'au Prix de la Part Sociale;

(b) deuxièmement, aux détenteurs des Parts Sociales B jusqu'à 1.000 GBP par Part Sociale;

(c) troisièmement, aux détenteurs des Parts sociales A jusqu'à 10 GBP par Part Sociale;

(d) quatrièmement, aux détenteurs des Parts Sociales C et des Parts Sociales D pari passu par Part Sociale, jusqu'à un montant équivalent à celui de tout Dividende Préférentiel des Parts Sociales C ou tout Dividende Préférentiel des Parts Sociales D (que de tel dividende ait été déclaré ou non) auquel les détenteurs des Parts Sociales C et des Parts Sociales D, selon le cas, auraient eu droit si le Dividende Préférentiel des Parts Sociales C ou le Dividende Préférentiel des Parts Sociales D avait été déclaré.

(e) cinquièmement, aux détenteurs des Parts Sociales B jusqu'au montant de la portion du Dividende Maximal des Parts Sociales B applicable se rapportant à la période allant de la dernière Date de Fin de Trimestre jusqu'à la date de distribution (moins tout montant déjà payé en rapport avec ce Dividende Maximal des Parts Sociales B); et

(f) finalement, aux détenteurs de Parts Sociales A.

20. Commissaire aux comptes - Réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi sur les Sociétés, la Société ne doit être contrôlée par un commissaire aux comptes que si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi luxembourgeoise du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable. Cependant, l'assemblée générale des associés peut décider volontairement de désigner un réviseur d'entreprises.

21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas spécifiquement réglé par les Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.

22. Définitions. Pour les besoins des Statuts:

Convention du Jour Ouvrable Suivant signifie que si la date correspondante n'est pas un Jour Ouvrable, la date sera alors celle du premier Jour Ouvrable qui suit celle-ci;

Convention Modifiée du Jour Ouvrable Suivant signifie que si la date correspondante n'est pas un Jour Ouvrable, la date sera alors celle du premier Jour Ouvrable qui suit, sauf si cette date tombe le mois suivant du calendrier, dans quel cas la date sera le premier Jour Ouvrable qui précède celle-ci;

Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 9.3(a) des Statuts;

Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales D a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 9.6(a) des Statuts;

Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 9.2(a) des Statuts;

Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales D a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 9.5(a) des Statuts;

Date de Distribution pour Annulation a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 9.8(b) des Statuts;

Date de Fin de Trimestre signifie le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre, dans chaque cas adapté suivant la Convention Modifiée du Jour Ouvrable Suivant;

Date de Paiement du Dividende Préférentiel signifie chaque date à laquelle un dividende est payable conformément à l'article 18.5 des Statuts (autre qu'une date à laquelle un dividende est payable conformément à l'article 18.5(c));

Date de Rétablissement signifie pour chaque Période Trimestrielle s'achevant après le 1^{er} janvier 2011, le premier jour de cette Période Trimestrielle;

Date de Rétablissement du Dividende a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 18.3 des Statuts;

Date du Premier Anniversaire a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 9.3(e) des Statuts;

Dividende d'Annulation des Parts Sociales C signifie pour une Part Sociale C, un dividende d'un montant équivalent à 999 GBP;

Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales C signifie pour une Part Sociale C et une date, un dividende d'un montant équivalent à la portion pro rata des Parts Sociales C dans les réserves et les bénéfices qui sont disponibles pour

une distribution pari passu pour l'annulation des Parts Sociales C et des Parts Sociales D à telle date (comme si les Parts Sociales D devaient être annulées à telle date);

Dividende d'Annulation des Parts Sociales D signifie pour une Part Sociale D, un dividende d'un montant équivalent à 999 GBP;

Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales D signifie pour une Part Sociale D et une date, un dividende d'un montant équivalent à toutes les réserves et les bénéfices qui sont disponibles à telle date pour une distribution divisé par le nombre de Parts Sociales D;

Dividende Maximal des Parts Sociales B signifie pour chaque Part Sociale B et une Période Trimestrielle, le montant déterminé conformément à l'article 18.7 des Statuts pour cette Part Sociale B;

Dividende Préférentiel des Parts Sociales C signifie pour une Part Sociale C, le dividende cumulé mais non encore payé déterminé conformément à l'article 18.5 des Statuts ensemble avec tout dividende cumulé mais non encore payé déterminé pour telle Part Sociale C conformément à l'article 18.6(a) des Statuts;

Dividende Préférentiel des Parts Sociales D signifie pour une Part Sociale D, le dividende cumulé mais non encore payé déterminé conformément à l'article 18.5 des Statuts ensemble avec tout dividende cumulé mais non encore payé déterminé pour telle Part Sociale D conformément à l'article 18.6(b) des Statuts;

Exercice Social a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 16 des Statuts;

GBP signifie la monnaie légale actuelle du Royaume-Uni;

Gérants de Classe A a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 11.1 des Statuts;

Gérants de Classe B a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 11.1 des Statuts;

Jour Ouvrable signifie un jour (autre que samedi ou dimanche) pendant lequel les banques sont généralement ouvertes au Grand-Duché de Luxembourg, à Londres et à New York;

LIBOR signifie pour une Date de Rétablissement, le taux par an indiqué sur la Page Telerate 3750 (ou toute page suivante) en tant que taux interbancaire offert à Londres pour les dépôts en GBP à approximativement 11:00 heures du matin à telle date, pour une durée équivalente à celle pour laquelle LIBOR doit être déterminé ou, si un taux pour une telle durée n'est pas indiqué, un taux déterminé par une interpolation linéaire des taux indiqués pour la durée plus longue et la durée plus courte qui suivent immédiatement cette durée. Si pour quelque raison que ce soit, un tel taux n'est pas disponible, le terme "LIBOR" signifiera le taux par an indiqué sur l'Écran Reuters LIBOR01 en tant que taux interbancaire offert à Londres pour les dépôts en GBP à approximativement 11:00 heures du matin à telle date, pour une durée équivalente à celle pour laquelle LIBOR doit être déterminé ou, si un taux pour une telle durée n'est pas indiqué, un taux déterminé par une interpolation linéaire des taux indiqués pour la durée plus longue et la durée plus courte qui suivent immédiatement cette durée, pour autant que si plus d'un taux est indiqué pour une période comparable à la période d'intérêt indiquée sur l'Écran Reuters LIBOR01, le taux applicable sera alors la moyenne arithmétique de tous ces taux. Si LIBOR ne peut être déterminé conformément à cette disposition, alors LIBOR sera la moyenne arithmétique des cours fournis par chacune des quatre principales banques sur le marché interbancaire à 11:00 heures à telle date pour la période correspondante.

Loi sur les Sociétés a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 8.4 des Statuts;

Montant Impayé des Parts Sociales C a pour une Part Sociale C, le sens qui est donné à ce terme dans l'article 18.6(a) des Statuts;

Montant Impayé des Parts Sociales D a pour chaque Part Sociale D, le sens qui est donné à ce terme dans l'article 18.6(b) des Statuts;

Note C de la Société a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 9.4 des Statuts;

Note D de la Société a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 9.7 des Statuts;

Notice d'Annulation des Parts Sociales C a le sens donné à ce terme dans l'article 9.3(a) des Statuts;

Notice d'Annulation des Parts Sociales D a le sens donné à ce terme dans l'article 9.6(a) des Statuts;

Notice de Rétablissement du Dividende a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 18.3 des Statuts;

Parts Sociales ont le sens qui est donné à ce terme dans l'article 5.1 des Statuts;

Parts Sociales A a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 5.1(a) des Statuts;

Parts Sociales B a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 5.1(b) des Statuts;

Parts Sociales C a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 5.1(c) des Statuts;

Parts Sociales D a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 5.1(d) des Statuts;

Période Trimestrielle a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 18.7 des Statuts;

Prix d'Annulation des Parts Sociales C signifie pour une Part Sociale C, la valeur nominale de telle Part Sociale C ensemble avec le Dividende d'Annulation des Parts Sociales C;

Prix Réduit d'Annulation des Parts Sociales C signifie pour une Part Sociale D et une date, la valeur nominale de cette Part Sociale C ensemble avec le Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales C déterminé en fonction de cette date;

Prix d'Annulation des Parts Sociales D signifie pour une Part Sociale D, la valeur nominale de telle Part Sociale D ensemble avec le Dividende d'Annulation des Parts Sociales D;

Prix Réduit d'Annulation des Parts Sociales D signifie pour une Part Sociale D et une date, la valeur nominale de cette Part Sociale D ensemble avec le Dividende Réduit d'Annulation des Parts Sociales D déterminé en fonction de cette date;

Prix d'une Part Sociale signifie initialement 1.000 GBP par Part Sociale C ou Part Sociale D, selon le cas; pour autant que:

(a) si une Date de Distribution pour Annulation correspondant aux Parts Sociales C survient à une date antérieure à la Date du Premier Anniversaire, (i) le Prix de chaque Part Sociale C depuis cette Date de Distribution pour Annulation jusqu'à la date à laquelle le rachat survient sera alors d'un montant équivalent à 1.999 GBP, et (ii) le Prix de chaque Part Sociale C restante depuis et après la date à laquelle le rachat survient jusqu'à la date à laquelle survient tout autre événement affectant la définition du Prix d'une Part Sociale en ce qui concerne ces Parts Sociales C sera alors d'un montant équivalent à 1 GBP; et

(b) si une Date de Distribution pour Annulation survient par rapport aux Parts Sociales C à la Date du Premier Anniversaire ou suivant celle-ci, le Prix de chaque Part Sociale C depuis cette Date de Distribution pour Annulation sera alors d'un montant de 1 GBP; et

(c) si une Date de Distribution pour Annulation survient par rapport aux Parts Sociales D, le Prix de chaque Part Sociale D depuis cette Date de Distribution pour Annulation sera alors d'un montant de 1 GBP.

Profit Distribuable a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 18.2 des Statuts;

Registre a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 5.5 des Statuts;

Royaume-Uni a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 4.3 des Statuts.

Société a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 1 des Statuts;

Sous réserve de l'annulation valide de Parts Sociales C déterminées signifie sous réserve de l'assemblée générale des associés décidant d'annuler les Parts Sociales correspondantes à la Date d'Annulation Obligatoire des Parts Sociales C, la Date d'Annulation Anticipée des Parts Sociales C ou la Date du Premier Anniversaire (tel qu'applicable) et telle annulation étant permise conformément aux Statuts et conformément à la Loi sur les Sociétés à telle date;

Statuts a le sens qui est donné à ce terme dans l'article 5.2 des Statuts;

Taux du Dividende des Parts Sociales B signifie pour une Période Trimestrielle, 3 mois de LIBOR (tel que déterminé le premier jour de telle Période Trimestrielle), pour autant que le Taux du Dividende des Parts Sociales B pour la Période Trimestrielle initiale (s'achevant à la première Date de Fin de Trimestre suivant le 21 décembre 2010) soit de 0,73225 pour cent. par an;

Taux du Dividende des Parts Sociales C signifie 4,13742 pour cent. par an (ou tout autre taux par an qui peut être déterminé et devenir applicable conformément aux articles 18.3 et 18.4 des Statuts);

Taux du Dividende des Parts Sociales D signifie 4,49 pour cent. par an.

Neuvième résolution

L'Assemblée reconnaît prendre connaissance des comptes intérimaires de la Société établis au 21 décembre 2010 lesquels confirment que la Société dispose de réserves distribuables suffisantes afin de pouvoir porter le montant de la réserve légale de la Société à GBP 1.421.000 (un million quatre cent vingt et une mille livres sterling).

En conséquence, l'Assemblée décide d'affecter une partie des profits reportés s'élevant à GBP 1.421.000 (un million quatre cent vingt et une mille livres sterling) à la réserve légale de la Société.

Dixième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin d'y refléter les changements intervenus ci-dessus et confère par la présente pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société de procéder individuellement, pour le compte de la Société, aux modifications du registre de parts sociales de la Société et de signer ledit registre.

Estimation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé approximativement à sept mille euros (€ 7.000,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la requête de ces mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé, même date qu'en tête des présentes, à Esch/Alzette.

Après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec nous, le notaire, l'original du présent acte.

Signé : Balthazard, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 décembre 2010. Relation: EAC/2010/17067. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011017756/1509.

(110021256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2011.

Belinda S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 142.139.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011043190/9.

(110049109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Boson Management, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 105.090.

Les comptes annuels au 30/06/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011043194/11.

(110049003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Brëllengalerie by Lunetterie, Société Anonyme.

Siège social: L-4344 Esch-sur-Alzette, 4, rue Saint Vincent.

R.C.S. Luxembourg B 143.803.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2011043195/10.

(110048943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CERE II Coinvest Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 114.202.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043216/11.

(110048822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CERE II F Co-invest Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 128.646.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043217/11.

(110048823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Cerep Ares GP S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 113.154.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043218/11.

(110048816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Certaldo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 136.427.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011043233/9.

(110048616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CF Fukoku Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 105.464.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 24 juin 2010

Suite à la démission de Monsieur Pierfederico CANCARINI de sa fonction d'administrateur délégué à la gestion journalière, les administrateurs décident de nommer Monsieur Luca OLIVETTI, directeur financier - CFO, demeurant professionnellement à Via S. Antonio n. 59, Passirano (BS), Italie, comme nouvel administrateur délégué à la gestion journalière.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011043234/14.

(110048676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Supreme Holding Co. S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 44.673.

In the year two thousand eleven on the eleventh of February.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of SUPREME HOLDING CO. S.A., having its registered office in L-1931 Luxembourg, 13-15, Avenue de la Liberté, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under section B number 44673, incorporated by a deed of Maître Paul BETTINGEN, notary then residing in Wiltz on June 24, 1993, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 478 of October 14, 1993. The articles of incorporation of said company have been amended by deed of Maître Paul BETTINGEN, notary then residing in Wiltz on January 15, 1996, published in the Mémorial C number 179 of April 10, 1996.

The meeting is presided by Mrs Chantal KEEREMAN, lawyer, with professional address in Luxembourg

The chairman appoints as secretary Mrs Candice WISER, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg

The meeting elects as scrutineer Mrs Renata JOKUBAUSKAITE, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg

The chairman declares and requests the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Decision to renounce to the status of holding company resulting from the abrogated law of July 31, 1929 and to adopt the status of a fully taxable financial participation company ("soparfi").

2. Subsequent amendment of the business purpose of the company set forth in article 4 of the articles of association so that it will read as follows:

"The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment, development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose."

3. Amendment of the first paragraph of article 7 of the articles of association by replacing the term "may" by "shall".

4. Further amendment of article 7 of the articles of association by adding the following paragraphs at the end of the article:

"Any director of the corporation may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, or by cable or telegram, telex, telefax or other electronic transmission another member of the Board of Directors as his proxy.

The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present either in person or by proxy at such meeting.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution."

5. Amendment of article 9 of the articles of association by adding the terms "one of whom shall be a Luxembourg resident," following the reference to "two directors".

6. Amendment of the second paragraph of article 10 of the articles of association by deleting the terms "all the affairs of the corporation or of".

7. Amendment of article 12 of the articles of association so that it will read as follows:

"Except where according to the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the corporation's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the corporation shall be supervised by one or several statutory auditors. The statutory or approved auditor(s), if any, shall be appointed by the general meeting of shareholders that will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years."

8. Amendment of articles 13 and 14 of the articles of association by deleting the references respectively to the first annual general meeting and to the first accounting year.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list having been signed by the shareholders present, the proxy-holders representing the shareholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled *ne varietur* by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

III. It appears from the attendance list that all the six hundred (600) shares, representing the whole share capital of six hundred thousand US Dollars (USD 600,000) are represented at the present extraordinary general meeting.

IV. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

V. After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the meeting, the meeting proceeded to the agenda. The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were taken unanimously:

First resolution

The general meeting acknowledges the termination of the status of holding company resulting from the abrogated law of July 31, 1929 and the adoption of the status of a fully taxable financial participation company ("soparfi") effective January 1, 2011.

Second resolution

The general meeting decides to subsequently amend the business purpose set forth in article 4 of the articles of association so that it reads as follows:

"The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment, development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loans, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose."

Third resolution

The general meeting decides to amend the first paragraph of article 7 of the articles of association by replacing the term "may" by "shall".

Fourth resolution

The general meeting decides to further amend article 7 of the articles of association by adding the following paragraphs at the end of the article:

"Any director of the corporation may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, or by cable or telegram, telex, telefax or other electronic transmission another member of the Board of Directors as his proxy.

The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy.

Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present either in person or by proxy at such meeting.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution."

Fifth resolution

The general meeting decides to amend article 9 of the articles of association by adding the terms "one of whom shall be a Luxembourg resident," following the reference to "two directors".

Sixth resolution

The general meeting decides to amend article 10 of the articles of association by deleting the terms "all the affairs of the corporation or of".

Seventh resolution

The general meeting decides to amend article 12 of the articles of association so that it now reads as follows:

"Except where according to the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the corporation's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the corporation shall be supervised by one or several statutory auditors. The statutory or approved auditor(s), if any, shall be appointed by the general meeting of shareholders that will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years."

Eighth resolution

The general meeting decides to amend articles 13 and 14 of the articles of association by deleting the references respectively to the first annual general meeting and to the first accounting year.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Expenses

The expenses, costs, payments or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of the present deed are estimated at approximately 1.400.-eur.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us the notary, the present original deed.

Follows the french version:

L'an deux mille onze, le onze février.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société SUPREME HOLDING CO. S.A., société anonyme, avec siège social à, L-1931 Luxembourg, 13-15, Avenue de la Liberté, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous section B numéro 44673 constituée suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire alors de résidence à Wiltz en date du 24 juin 1993, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 478 du 14 octobre 1993. Les statuts de ladite société ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire alors de résidence à Wiltz en date du 15 janvier 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 179 du 10 avril 1996.

La séance est présidée par Madame Chantal KEEREMAN, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Candice WISER, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Renata JOKUBAUSKAITE, avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Décision de renoncer au statut de société holding résultant de la loi abrogée du 31 juillet 1929 et d'adopter le statut de société de participations financières pleinement taxable ("soparfi").

2. Modification subséquente de l'objet social de la société figurant à l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des filiales ou sociétés affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet. "

3. Modification du premier paragraphe de l'article 7 des statuts en remplaçant le mot "peut" par "doit".

4. Modification supplémentaire de l'article 7 des statuts par l'ajout des paragraphes suivants à la fin de l'article:

"Chaque administrateur de la société peut agir à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tous autres moyens de communication électronique, un autre membre du conseil d'administration comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par mandataire.

Tout membre du conseil d'administration qui participe à une réunion du conseil d'administration via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du conseil d'administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion.

Les membres du conseil d'administration qui participent à une réunion du conseil d'administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à une telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du conseil d'administration seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique."

5. Modification de l'article 9 des statuts en ajoutant les mots "dont un sera un résident luxembourgeois" après la référence à "deux administrateurs".

6. Modification du second paragraphe de l'article 10 des statuts en supprimant les mots "de l'ensemble ou".

7. Modification de l'article 12 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Sauf lorsqu'en vertu de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les comptes annuels statutaires et/ou consolidés doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé, la société est surveillée par un ou plusieurs commissaires. Le(s) commissaire(s) ou le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s), s'il y en a un, sera(ont) nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années."

8. Modification des articles 13 et 14 des statuts en supprimant les références respectives à la première assemblée générale annuelle et au premier exercice social.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

III. Il résulte de cette liste de présence que les six cents (600) actions, représentant l'entière du capital de six cent mille Dollars des Etats-Unis (600.000 US\$) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV. Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, duquel les actionnaires déclarent avoir eu préalablement connaissance.

V. Ces faits exposés et reconnus exacts par le président et le bureau de l'assemblée, celle-ci passe à l'ordre du jour. Après délibération, le président met aux voix les résolutions suivantes qui ont été adoptées à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée générale prend acte de la fin du statut de société holding résultant de la loi abrogée du 31 juillet 1929 et de l'adoption du statut de société de participations financières pleinement taxable ("soparfi") avec effet au 1^{er} janvier 2011.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social figurant à l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des filiales ou sociétés affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet. "

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 7 des statuts en remplaçant le mot "peut" par "doit".

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier plus amplement l'article 7 des statuts en ajoutant les paragraphes suivants à la fin de l'article:

"Chaque administrateur de la société peut agir à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou tous autres moyens de communication électronique, un autre membre du conseil d'administration comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par mandataire.

Tout membre du conseil d'administration qui participe à une réunion du conseil d'administration via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du conseil d'adminis-

tration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion.

Les membres du conseil d'administration qui participent à une réunion du conseil d'administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à une telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du conseil d'administration seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique."

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 9 des statuts en ajoutant les mots "dont un sera un résident luxembourgeois" après la référence à "deux administrateurs".

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le deuxième paragraphe de l'article 10 des statuts en supprimant les mots "de l'ensemble ou".

Septième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 12 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Sauf lorsqu'en vertu de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les comptes annuels statutaires et/ou consolidés doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé, la société est surveillée par un ou plusieurs commissaires. Le(s) commissaire(s) ou le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s), s'il y en a un, sera(ont) nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années."

Huitième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les articles 13 et 14 des statuts en supprimant les références respectives à la première assemblée générale annuelle et au premier exercice social.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est approximativement estimé à la somme de 1.400.- eur.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, qui sont tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les membres du bureau ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: C.Keereman, C.Wiser, R.Jokubauskaite, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 février 2011. Relation: EAC/2011/2076. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 15 février 2011.

Référence de publication: 2011023205/289.

(110027566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

**GPO Advisory (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. MGPO Advisory Sàrl).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 8, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 122.706.

Société constituée en date du 27 novembre 2006, selon acte dressé par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations n°176 du 14 février 2007.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 28 juin 2007, selon acte dressé par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, enregistré à Ech-sur-Alzette, relation EAC/2007/7575, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations no. 2073, du 24 septembre 2007.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GPO Advisory (Lux) S.à.r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011041969/19.

(110047298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2011.

Comptoir Produits Automobiles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, Maison 11A.
R.C.S. Luxembourg B 102.959.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011043238/10.

(110048649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Co-Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 48.838.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 25 mars 2011 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011043236/14.

(110048839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Investment Oxford S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.555,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 113.157.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043224/11.

(110048806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Investment U S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.266.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043225/11.

(110048825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Investment Wefora S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 121.598.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043226/11.

(110048827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Coparrinal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.910.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011043239/10.

(110048768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Investment Brahms S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 114.495.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043220/11.

(110048809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Investment Bristol S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.155,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 114.497.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043221/11.

(110048818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

De Beers, Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 78.985.

Extrait de l'assemblée générale des actionnaires de la société en date du 23 mars 2011:

- Le mandat de M. Mark P.S. Berry, administrateur de la société, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée de 2014;
- Le mandat de M. Boikobo Bashi Paya, administrateur de la société, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée de 2017;
- Le mandat de M. Barend Petersen, administrateur de la société, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée de 2014;
- Le mandat de M. Joseph S. Iita, administrateur de la société, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée de 2014;
- Le mandat de la société Deloitte S.A., Commissaire aux Comptes de la société, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée de 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011043241/17.

(110048938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Investment Ex Libri S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 114.496.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043222/11.

(110048813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

RE Family Healthcare S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.230.425,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 140.939.

In the year two thousand and ten, on the twenty-second day of December.

Before Me. Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of RE Family Healthcare S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140939 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of the notary Me Jean Seckler, on July 31, 2008, published on September 3, 2008 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 2135. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time on December 13, 2009, published on March 15, 2010 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 549.

There appeared:

Riverside Europe Fund IV, LP, a limited partnership incorporated and organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at PO Box 309, Uglund House, KY1-1104, Grand Cayman, Cayman Islands, registered under number MC-30485 (the Sole Shareholder),

Here represented by Caroline Apostol, employee, with professional address in 46 A, avenue JF Kennedy, L-1885 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

By virtue of a proxy give under private seal.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record:

I. That the Company's share capital is presently set at one million sixty thousand five hundred and fifty euro (EUR 1,060,550.-) divided into one thousand and two hundred and twenty (1,220) ordinary shares, four thousand five hundred

seventy-eight (4,578) class A shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class B shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class C shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class D shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class E shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class F shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class G shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class H shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class I shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578), having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

II. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

III. That the agenda of the Meeting is as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one hundred sixty-nine thousand eight hundred and seventy-five euro (EUR 169,875.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one million sixty thousand five hundred and fifty euro (EUR 1,060,550.-) divided into one thousand two hundred and twenty (1,220) ordinary shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class A shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class B shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class C shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class D shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class E shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class F shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class G shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class H shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class I shares, having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, to one million two hundred thirty thousand four hundred and twenty-five euro (EUR 1,230,425) by way of the issuance of seven hundred and fifty-five (755) class A shares, seven hundred and fifty-five (755) class B shares, seven hundred and fifty-five (755) class C shares, seven hundred and fifty-five (755) class D shares, seven hundred and fifty-five (755) class E shares, seven hundred and fifty-five (755) class F shares, seven hundred and fifty-five (755) class G shares, seven hundred and fifty-five (755) class H shares, seven hundred and fifty-five (755) class I shares having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

2. Subscription for and payment of the classes of shares as specified under item 1. above by a contribution in kind;

3. Subsequent amendment to article 5 paragraph 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of the share capital by way of issuance of the classes of shares specified under item 1. above;

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued classes of shares in the register of shareholders of the Company; and

5. Miscellaneous.

IV. The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Sole Shareholder considers itself as duly convened and declares to have perfect knowledge of the agenda which was communicated to it in advance and consequently waives all the rights and formalities it is entitled to for the convening of the Meeting.

V. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred sixty-nine thousand eight hundred and seventy-five euro (EUR 169,875.-) in order to bring it from its present amount of one million sixty thousand five hundred and fifty euro (EUR 1,060,550.-) represented by one thousand two hundred and twenty (1,220) ordinary shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class A shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class B shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class C shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class D shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class E shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class F shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class G shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class H shares, four thousand five hundred seventy-eight (4,578) class I shares, having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, to one million two hundred thirty thousand four hundred and twenty-five (1,230,425) by way of the issuance of seven hundred and fifty-five (755) class A shares, seven hundred and fifty-five (755) class B shares, seven hundred and fifty-five (755) class C shares, seven hundred and fifty-five (755) class D shares, seven hundred and fifty-five (755) class E shares, seven hundred and fifty-five (755) class F shares, seven hundred and fifty-five (755) class G shares, seven hundred and fifty-five (755) class H shares, seven hundred and fifty-five (755) class I shares having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares that it subscribes to seven hundred and fifty-five (755) Class A Shares, seven hundred and fifty-five (755) Class B Shares, seven hundred and fifty-five (755) Class C Shares, seven hundred and fifty-five (755) Class D Shares, seven hundred and fifty-five (755) Class E Shares, seven hundred and fifty-five (755) Class F Shares, seven hundred and fifty-five (755) Class G Shares, seven hundred and fifty-five (755) Class H Shares, seven hundred and fifty-five (755) Class I Shares, having a nominal value of twenty-five

euro (EUR 25.-) each, fully pays them up by way of a contribution in kind consisting in a receivable in an aggregate amount of one million seven hundred thousand euro (EUR 1,700,000.-) that the Sole Shareholder has against the Company (the Receivable).

The above-mentioned contribution in kind shall be allocated as follows:

(i) the amount of one hundred sixty-nine thousand eight hundred and seventy-five euro (EUR 169,875.-) is allocated to the share capital account of the Company; and

(ii) the amount of one million five hundred thirty thousand one hundred and twenty-five euro (EUR 1,530,125.-) is allocated to the premium account of the Company.

The existence and the valuation of the above-mentioned contribution in kind is evidenced by inter alia, (i) a contribution certificate issued as of December 21, 2010 by the management of the Sole Shareholder and acknowledged and approved by the management of the Company (the Certificate) and (ii) the balance sheet of the Company dated as of December 22, 2010 and signed for approval by the management of the Company (the Balance Sheet).

The contribution certificate dated December 21, 2010 issued by the management of the Sole Shareholder and the Company in respect of the Receivable states in essence that:

- the Receivable contributed by the Sole Shareholder to the Company is shown on the attached balance sheet as per December 22, 2010 (the Balance Sheet);

- the Sole Shareholder is the sole owner of the Receivable, is solely entitled to the Receivable and possesses the power to dispose of the Receivable;

- the Receivable is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);

- based on Luxembourg generally accepted accounting principles, the Receivable contributed to the Company per the attached Balance Sheet is valued at one million seven hundred thousand euro (EUR 1,700,000.-) and since the Balance Sheet, no material changes have occurred which would have depreciated the value of the contribution made to the Company;

- the Receivable contributed to the Company is freely transferable by the Sole Shareholder to the Company and is not subject to any restrictions or encumbered with any pledge or lien limiting its transferability or reducing its value; and

- all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable contributed to the Company have been or will be accomplished by the Sole Shareholder and upon the contribution of the Receivable by the Sole Shareholder to the Company, the Company will become the full owner of the Receivable, which will be extinguished by way of confusion in accordance with article 1300 of the Luxembourg Civil Code."

The Certificate and the Balance Sheet, after signature "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5 paragraph 1 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

"The share capital of the Company is set at one million two hundred thirty thousand four hundred and twenty-five euro (EUR 1,230,425.-) represented by one thousand two hundred and twenty (1,220) ordinary shares (the Class of Ordinary Shares and individually, a Class of Ordinary Share), five thousand three hundred and thirty-three (5,333) class A shares (the Class A Shares and individually, a Class A Share), five thousand three hundred and thirty-three (5,333) class B shares (the Class B Shares and individually, a Class B Share), five thousand three hundred and thirty-three (5,333) class C shares (the Class C Shares and individually, a Class C Share), five thousand three hundred and thirty-three (5,333) class D shares (the Class D Shares and individually, a Class D Share), five thousand three hundred and thirty-three (5,333) class E shares (the Class E Shares and individually, a Class E Share), five thousand three hundred and thirty-three (5,333) class F shares (the Class F Shares and individually, a Class F Share), five thousand three hundred and thirty-three (5,333) class G shares (the Class G Shares and individually, a Class G Share), five thousand three hundred and thirty-three (5,333) class H shares (the Class H Shares and individually, a Class H Share), five thousand three hundred and thirty-three (5,333) class I shares (the Class I Shares and individually, a Class I Share) having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all of which are fully paid up."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company, each acting individually to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued classes of shares in the register of shareholders of the Company.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately EUR 2,700.-

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le vingt-deuxième jour du mois décembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de RE Family Healthcare S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140939 (la Société). La Société a été constituée par un acte du notaire Me Jean Seckler, le 31 juillet 2008, publié le 3 septembre 2008 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2135. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu le 13 décembre 2009, publié le 15 mars 2010 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 549.

A COMPARU:

Riverside Europe Fund IV, LP, une société constituée sous la forme d'un limited partnership, constituée et régie par les lois des Iles Caïman, ayant son siège social au PO Box 309, Ugland House, KY1-1104, Grand Caïman, Iles Caïman, immatriculée sous le numéro MC-30485 (l'Associé Unique),

représentée par Caroline Apostol, employée, avec adresse professionnelle au 46 A, avenue JF Kennedy, L-1885 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter:

I. Que le capital social de la Société est actuellement fixé à un million soixante mille cinq cent cinquante euros (EUR 1.060.550,-) représenté par mille deux cent vingt (1.220) parts sociales de la classe ordinaire, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe A, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe B, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe C, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe D, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe E, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe F, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe G, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe H, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe I, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

II. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

III. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cent soixante-neuf mille huit cent soixante-quinze euros (EUR 169.875,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel d'un million soixante mille cinq cent cinquante euros (EUR 1.060.550,-) représenté par quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe A, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe B, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe C, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe D, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe E, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe F, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe G, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe H, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe I, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, à un million deux cent trente mille quatre cent vingt-cinq euros (EUR 1.230.425,-), par la création et l'émission de sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe A, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe B, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe C, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe D, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe E, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe F, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe G, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe H, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe I, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

3. Souscription et paiement des classes de parts sociales comme indiqué sous le point 1 ci-dessus par un apport en nature;

4. Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

5. Divers.

IV. L'intégralité du capital social de la Société étant représenté à la présente Assemblée, l'Associé Unique se considère valablement convoqué et déclare avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué en avance et, en conséquence, renonce à tous les droits et formalités auxquels il a droit concernant la convocation de l'Assemblée.

V. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent soixante-neuf mille huit cent soixante-quinze euros (EUR 169.875,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel d'un million soixante mille cinq cent cinquante euros (EUR 1.060.550,-) représenté par mille deux cent vingt (1.220) parts sociales de classe ordinaire, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe A, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe B, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe C, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe D, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe E, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe F, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe G, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe H, quatre mille cinq cent soixante-dix-huit (4.578) parts sociales de classe I, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, à un million deux cent trente mille quatre cent vingt-cinq euros (EUR 1.230.425,-), par la création et l'émission de sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe A, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe B, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe C, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe D, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe E, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe F, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe G, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe H, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe I, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante à et la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Libération

Sur ce, l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe A, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe B, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe C, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe D, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe E, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe F, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe G, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe H, sept cent cinquante-cinq (755) Parts Sociales de Classe I, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, et les libérer intégralement par un apport en nature consistant en une créance d'un montant total d'un million sept cent mille euros (EUR 1.700.000,-) que l'Associé Unique a envers la Société (la Créance).

L'apport en nature susmentionné sera affecté de la manière suivante:

(i) le montant de cent soixante-neuf mille huit cent soixante-quinze euros (EUR 169.875,-) est affecté au compte du capital social de la Société; et

(ii) le montant d'un million cinq cent trente mille cent vingt-cinq euros (EUR 1.530.125,-) est affecté au compte de prime d'émission de la Société.

L'existence et l'estimation de l'apport en nature de la Créance sont constatées par, entre autres, (i) un certificat d'apport émis en date du 21 décembre 2010 par la gérance de l'Associé Unique et approuvé par la gérance de la Société (le Certificat) et (ii) le bilan de la Société daté du 22 décembre 2010 et signé pour approbation par la gérance de la Société (le Bilan).

Le certificat d'apport daté du 21 décembre 2010, délivré par la gérance de l'Associé Unique et la Société concernant la Créance atteste essentiellement que:

- la Créance apportée par l'Associé Unique est constatée par le bilan annexé daté du 22 décembre 2010 (le Bilan);
- l'Associé Unique est le seul propriétaire de la Créance et est le seul titulaire autorisé à détenir la Créance et possède le droit d'en disposer;
- la Créance est certaine, liquide et exigible;
- sur base de principes de comptabilité luxembourgeois généralement acceptés, la Créance apportée à la Société d'après le Bilan annexé est évaluée à un million sept cent mille euros (EUR 1.700.000,-) et depuis l'établissement du Bilan, aucun changement matériel qui aurait déprécié la valeur de l'apport à la Société n'a eu lieu;
- la Créance apportée à la Société est librement cessible par l'Associé Unique à la Société et n'est ni soumise à des restrictions ni grevée d'un quelconque nantissement ou droit préférentiel limitant sa cessibilité ou réduisant sa valeur; et
- toutes les formalités relatives au transfert du titre de propriété de la Partie de la Créance à la Société ont été ou seront accomplies par l'Associé Unique et, au moment de l'apport de la Créance par l'Associé Unique à la Société, la Société deviendra le seul propriétaire de la Créance qui sera éteinte par confusion en vertu de l'article 1300 du Code civil Luxembourgeois."

Le Certificat et le Bilan, après avoir été signés "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera attaché au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5, premier paragraphe, des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

"Le capital social de la Société est fixé à un million deux cent trente mille quatre cent vingt-cinq euros (EUR 1.230.425,-) représenté par mille deux cent vingt (1.220) parts sociales ordinaires (au pluriel, les Parts Sociales de Classe Ordinaire et, au singulier, une Part Sociale de Classe Ordinaire), cinq mille trois cent trente-trois (5.333) parts sociales de classe A (au pluriel, les Parts Sociales de Classe A et, au singulier, une Part Sociale de Classe A), cinq mille trois cent trente-trois (5.333) parts sociales de classe B (au pluriel, les Parts Sociales de Classe B et, au singulier, une Part Sociale de Classe B), cinq mille trois cent trente-trois (5.333) parts sociales de classe C (au pluriel, les Parts Sociales de Classe C et, au singulier, une Part Sociale de Classe C), cinq mille trois cent trente-trois (5.333) parts sociales de classe D (au pluriel, les Parts Sociales de Classe D et, au singulier, une Part Sociale de Classe D), cinq mille trois cent trente-trois (5.333) parts sociales de classe E (au pluriel, les Parts Sociales de Classe E et, au singulier, une Part Sociale de Classe E), cinq mille trois cent trente-trois (5.333) parts sociales de classe F (au pluriel, les Parts Sociales de Classe F et, au singulier, une Part Sociale de Classe F), cinq mille trois cent trente-trois (5.333) parts sociales de classe G (au pluriel, les Parts Sociales de Classe G et, au singulier, une Part Sociale de Classe G), cinq mille trois cent trente-trois (5.333) parts sociales de classe H (au pluriel, les Parts Sociales de Classe H et, au singulier, une Part Sociale de Classe H), cinq mille trois cent trente-trois (5.333) parts sociales de classe I (au pluriel, les Parts Sociales de Classe I et, au singulier, une Part Sociale de Classe I) ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes entièrement libérées."

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les changements ci-dessus et de donner pouvoir à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte s'élèvent à environ EUR 2.700.-

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé, ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: C. APOSTOL et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 décembre 2010. Relation: LAC/2010/60249. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 février 2011.

Référence de publication: 2011023169/294.

(110027935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

CEREP Investment H S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 113.156.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043223/11.

(110048812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Investment X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.155,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 118.379.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043227/11.

(110048807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

CEREP Investment Z S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 122.154.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011043228/11.

(110048824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Diversified European Credit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 76.696.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mars 2011

En date du 15 mars 2011, l'Assemblée Générale Annuelle a décidé:

- de renouveler les mandats de Mr. James Pope, Mr. Patrick Zurstrassen, Mr. Clive Mace Gilchrist, Mr. Scott Edel, Mr. Jürgen Meisch et Mr. Yves Wagner en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle en 2012.

Luxembourg, le 21 mars 2011.

Pour Diversified European Credit S.A.

CACEIS Bank Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011040903/15.

(110046325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

Finmeccanica Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 70.876.

Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 8 mars 2011

Le mandat du réviseur d'Entreprise venant à échéance, l'Assemblée décide de réélire pour une période de 1 an à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2011:

PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., route d'Esch n° 400 L -1014 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FINMECCANICA FINANCE S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2011040945/15.

(110046276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2011.

Nemrut G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6562 Echternach, 105, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 142.910.

Im Jahre zwei tausend elf, den vierten Februar.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Frau Hamide TUTUS, Angestellte, Ehegattin von Herrn Mehmet TUTUS, wohnhaft in D-54294 Trier, Meierstrasse 1.

Welche Komparentin erklärte, dass sie die alleinige Anteilhaberin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung NEMRUT G.m.b.H. ist, mit Sitz in L-6450 Echternach, 105, route de Luxembourg, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 142.910 (NIN 2008 2445 944).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 12. November 2008, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2854 vom 27. November 2008.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500.-) beläuft, eingeteilt in ein hundert (100) Anteile von je ein hundert fünfundsanzig Euro (€ 125.-).

Dass aufgrund von zwei Anteilabtretungen unter Privatschrift vom 3. Februar respektive 4. Februar 2011, welche Anteilabtretungen von der Komparentin und dem amtierenden Notar "ne varietur" unterzeichnet, gegenwärtiger Urkunde als Anlagen beigegeben bleiben, um mit derselben einregistriert zu werden, alle Gesellschaftsanteile Frau Hamide TUTUS zugeteilt wurden.

Alsdann ersuchte die Komparentin den amtierenden Notar Nachstehendes zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst Artikel 4 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Gegenstand:

- den Betrieb eines Gross- und Einzelhandels mit Lebensmitteln, Verpackungen, Einrichtungsgegenständen, Textilien und Elektrogeräten,
- die Ausführung von Transporttätigkeiten und Logistik;
- die Führung eines Gastronomiebetriebes.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausführen die sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern.

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst Artikel 6 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-), eingeteilt in ein hundert (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125.-), alle zugeteilt Frau Hamide TUTUS, Angestellte, Ehegattin von Herrn Mehmet TUTUS, wohnhaft in D-54294 Trier, Meierstrasse 1.

Dritter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin nimmt den Rücktritt von Herrn Mehmet IZCI als administrativer Geschäftsführer an und erteilt ihm Entlastung für die Ausübung seines Mandates.

Herr Mehmet TUTUS ist demzufolge alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft, mit der Befugnis die Gesellschaft unter allen Umständen durch seine alleinige Unterschrift rechtsgültig zu vertreten und zu verpflichten.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: H. TUTUS, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 11 février 2011. Relation: ECH/2011/237. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 16. Februar 2011.

Référence de publication: 2011024327/52.

(110029773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.